



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU CALVADOS

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

N° 45 du 26 avril 2016

* * *

* *

S O M M A I R E

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER DU CALVADOS

Arrêté préfectoral portant retrait du refus d'exploiter et autorisation d'exploiter à l'EARL Bellenger en date du 22 mars 2016

Arrêté préfectoral portant autorisation d'exploiter au GAEC des Tisons en date du 6 avril 2016

Arrêté préfectoral portant refus d'exploiter à l'EARL du Neubourg en date du 6 avril 2016

Arrêté préfectoral portant refus d'exploiter à l'EARL Noire Nuit en date du 6 avril 2016

Arrêté préfectoral du 21 avril 2016 portant modification de l'arrêté préfectoral du 25 mars 2016 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture et de ses sections "économie et structures" et "agriculteurs en difficulté"

Arrêté modificatif en date du 22 avril 2016 à l'arrêté relatif au renouvellement de la Commission Locale de l'Eau du SAGE "Orne aval - Seulles" ;

Arrêté modificatif en date du 22 avril 2016 à l'arrêté relatif au périmètre du SAGE "Orne aval - Seulles" et ses annexes.

Arrêté préfectoral du 22 avril 2016 d'ouverture anticipée de la chasse au sanglier, au chevreuil et daim à partir du 1er juin 2016

Arrêté préfectoral du 22 avril 2016 fixant pour les espèces soumises à plan de chasse les nombres minimum et maximum d'animaux à prélever pour la campagne 2016/2017

AGENCE NATIONALE DE L'HABITAT

Délégation locale du Calvados

Programme d'actions territorial 2016

PRÉFECTURE

DIRECTION DE LA COORDINATION ET DES COLLECTIVITÉS LOCALES

Arrêté préfectoral du 21 avril 2016 portant modification de la composition de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites

ARRETE DE RETRAIT DE REFUS ET D'AUTORISATION D'EXPLOITER en date du 22 mars 2016

**Le Préfet du Calvados,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier dans l'Ordre National du Mérite**

VU les articles L 331-1 à L 331-11 du Code Rural et de la Pêche Maritime et leurs articles d'application ;

VU les articles R 313-1 à R 313- 8 du Code Rural et de la Pêche Maritime relatifs à la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture ;

VU l'arrêté préfectoral du 26 mars 2013 modifié fixant la composition de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture et de sa Section Économie et Structures ;

VU l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2012 relatif au Schéma Directeur Départemental des Structures Agricoles du Calvados (S.D.D.S.A.) ;

VU l'arrêté préfectoral du 1^{er} janvier 2016 portant délégation de signature au directeur départemental des Territoires et de la Mer du Calvados ;

VU l'arrêté préfectoral du 5 janvier 2016 portant subdélégation de signature du directeur au chef du service agricole et à son adjointe;

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée par l'EARL Bellenger Noël portant sur 3,92 ha, précédemment mis en valeur par M.BOISSEE Claude par le requérant ci-après désigné et réceptionnée complète le 01/07/15 ;

VU la demande de Monsieur LECHARTIER Pierre qui n'est pas soumise au contrôle des structures;

VU l'arrêté de refus d'autorisation d'exploiter délivré en date du 22 octobre 2015 à l'EARL Bellenger Noël;

VU le recours gracieux déposé le 3 décembre 2015 par l'EARL Bellenger Noël à l'encontre de la décision de refus d'exploiter 3 ha 92 délivrée le 22 octobre 2015;

VU l'avis de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture du Calvados réunie en Section Économie et Structures le 3 mars 2016;

Considérant que les arguments fournis dans le recours gracieux sont de nature à modifier l'orientation de la demande.

Considérant que l'EARL Bellenger Noël, a fourni dans le cadre de son recours gracieux l'étude technico économique en vue de l'installation de Monsieur BELLENGER Christopher sans les aides de l'Etat.

Considérant l'autorisation d'exploiter tacitement formée en date du 2 novembre 2015 en faveur de l'EARL Bellenger Noël pour la reprise de 43 ha 10, précédemment mis en valeur par Monsieur LENEVEU.

Considérant que les 3 ha 92 demandés jouxtent les parcelles, objet de l'autorisation d'exploiter tacitement formée en date du 2 novembre 2015.

Considérant dès lors que la demande de l'EARL Bellenger Noël correspond à :

- l'orientation 4-4 de l'article 2 du S.D.D.S.A., à savoir : « restructurer le parcellaire en favorisant la reprise de parcelles jouxtant celle du demandeur selon la décision de la SES (notamment sur les critères de distance au siège, de surface totale, etc.) et pour une surface fonction de l'étude du plan cadastral et/ou du registre parcellaire graphique,
- la priorité 3 de l'article 3 du S.D.D.S.A., à savoir « restructuration parcellaire telle que définie au 4-4 de l'article 2 dans les limites définies au même article,

au lieu de :

- l'orientation 5-2 de l'article 2 du S.D.D.S.A., à savoir : « conforter l'agrandissement des exploitations, d'agriculteurs à titre principal, en tenant compte de l'ensemble des activités agricoles et non agricoles du demandeur, appréciées au moyen du système d'équivalence défini dans le Projet Agricole Départemental (PAD) »,
- la priorité 17 de l'article 3 du S.D.D.S.A., à savoir « agrandissement d'un agriculteur à titre principal, en individuel ou en société. En cas de candidatures multiples classées à ce même rang de priorité, priorité est donnée à l'exploitation ayant l'équivalence la plus faible. Deux équivalences seront considérées comme égales si la différence entre elles est inférieure ou égale à 15% de la valeur de la plus faible »,

Considérant que les membres de la Section Economique et Structures ont décidé de classer en priorité 3 la demande de l'EARL Bellenger Noël sous réserve que la surface reprise dans le cadre de l'installation de Monsieur LECHARTIER Pierre ne soit pas réduite,

Considérant que la demande de Monsieur LECHARTIER Pierre correspondait à :

- l'orientation 2-2 de l'article 2 du S.D.D.S.A., à savoir : « installer les exploitants engagés concrètement (attestation motivée du CEPPP ou copie de l'autodiagnostic) dans le parcours à l'installation aidée (aides de l'Etat) présentant un projet économiquement viable et remplissant les conditions de formation ou d'expérience professionnelle nécessaires à l'obtention des aides de l'Etat à l'installation »,
- la priorité 4 de l'article 3 du S.D.D.S.A., à savoir « installation aidée, telle que définie au 2-2 de l'article 2, à titre individuel ou au sein d'un GAEC, d'une société unipersonnelle ou entre personnes d'un même foyer fiscal. »

Considérant dès lors que la demande de l'EARL Bellenger Noël devient prioritaire sur celle de Monsieur LECHARTIER Pierre, vis-à-vis du schéma directeur départemental des structures agricoles,

A R R E T E

ARTICLE 1 – L'arrêté de refus d'autorisation d'exploiter 3,92 ha délivré à EARL BELLENGER Noël en date du 22 octobre 2015 est retiré.

ARTICLE 2 – L'EARL BELLENGER Noël dont le siège est à SAINT PIERRE LA VIEILLE est autorisé à exploiter 3,92 ha à condition que celle-ci procède à un échange parcellaire (surface et qualité équivalentes) avec Monsieur LECHARTIER Pierre dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté.

| <i>Communes</i> | <i>Parcelles</i> | <i>Surface (ha)</i> |
|-------------------------|-----------------------|---------------------|
| SAINT PIERRE LA VIEILLE | A 22 23 24 33 252 289 | 3,92 |

ARTICLE 3 - La Secrétaire Générale de la Préfecture et le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Calvados sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à CAEN, le 22 mars 2016

Pour le Préfet, par délégation et subdélégation,
L'adjointe au chef du service agricole,

Agnès HURSAULT

La présente décision peut être contestée dans un délai de DEUX mois courant à partir de la présente notification :

- soit par recours gracieux adressé à Monsieur le directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Calvados ou par recours hiérarchique adressé à Monsieur le Ministre chargé de l'Agriculture, 78, Rue de Varenne 75349 PARIS 07 SP, étant précisé qu'une absence de réponse dans un délai de 2 mois à compter de la réception d'un de ces recours, fait naître une décision implicite de rejet qui peut être déférée devant le Tribunal Administratif de Caen dans les 2 mois qui suivent ;
- soit par recours contentieux porté auprès du Tribunal Administratif de Caen.

ARRETE D'AUTORISATION D'EXPLOITER en date du 6 avril 2016

**Le Préfet du Calvados,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier dans l'Ordre National du Mérite**

VU les articles L 331-1 à L 331-11 du Code Rural et de la Pêche Maritime et leurs articles d'application ;

VU les articles R 313-1 à R 313- 8 du Code Rural et de la Pêche Maritime relatifs à la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture ;

VU l'arrêté préfectoral du 25 mars 2016 modifié fixant la composition de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture et de sa Section Économie et Structures ;

VU l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2012 relatif au Schéma Directeur Départemental des Structures Agricoles du Calvados (S.D.D.S.A.) ;

VU l'arrêté préfectoral du 1^{er} janvier 2016 portant délégation de signature au directeur départemental des Territoires et de la Mer du Calvados ;

VU l'arrêté préfectoral du 5 janvier 2016 portant subdélégation de signature du directeur au chef du service agricole et à son adjointe;

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée par le GAEC des Tisons portant sur 6,57 ha, précédemment mis en valeur par M.DELAFOSSE Henri par le requérant ci-après désigné et réceptionnée complète le 07/03/16 ;

VU l'avis de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture du Calvados réunie en Section Économie et Structures le 31 mars 2016;

Considérant la demande déposée par le GAEC des Tisons (M.VILLIERE Gérard, 60 ans - M.VILLIERE Georges, 55 ans) qui exploite 96 ha 16 au moyen de 2 équivalents UTH, détient une référence laitière de 487 000 litres, 37 ha 66 de cultures de vente, 33 taurillons vendus par an, et 380 places pour les porcs à l'engraissement, soit une équivalence de 1,46,

Considérant que M. VILLIERE Adrien qui a le projet de s'installer en 2017 avec les aides de l'Etat au sein du GAEC, est actuellement en démarche d'installation,

Considérant que la demande du GAEC des Tisons correspond à :

- **l'orientation 5-2 de l'article 2 du S.D.D.S.A., à savoir : «conforter l'agrandissement des exploitations, d'agriculteurs à titre principal, en tenant compte de l'ensemble des activités agricoles et non agricoles du demandeur, appréciées au moyen du système d'équivalence défini dans le Projet Agricole Départemental (PAD) »,**
- **la priorité 17 de l'article 3 du S.D.D.S.A., à savoir «agrandissement d'un agriculteur à titre principal, en individuel ou en société. En cas de candidatures multiples classées à ce même rang de priorité, priorité est donnée à l'exploitation ayant l'équivalence la plus faible. Deux équivalences seront considérées comme égales si la différence entre elles est inférieure ou égale à 15% de la valeur de la plus faible»,**

Consérant la demande déposée par l'EARL du Neubourg (M.MARTIN Samuel, 41 ans- Mme LESAULNIER Anita, 28 ans) qui détient 250 taurillons vendus par an au moyen de 2 équivalents UTH, et un chiffre d'affaires de 15 000 € issus des panneaux photovoltaïques, soit une équivalence de 0,51,

Considérant que M. MARTIN Samuel est également associé exploitant de l'EARL de Vente qui exploite 167 ha 77, au moyen de 2,2 équivalents UTH, détient une référence laitière de 864 090 litres, 59 ha 11 de cultures de ventes, 127 taurillons vendus par an, soit une équivalence de 2,18,

Considérant que l'équivalence cumulée de l'EARL du Neubourg et de l'EARL de la Vente est de 2,69,

Considérant que l'EARL du Neubourg n'a pas fourni à l'appui de sa demande, en vue de l'installation sans les aides de l'Etat de Madame LESAULNIER Anita, l'étude technico-économique telle que prévue à l'article 2 du SDDSA du Calvados pour l'orientation 2-5, et ne peut donc relever de cette orientation,

Considérant ainsi que la demande de l'EARL du Neubourg correspond à :

- l'orientation 5-2 de l'article 2 du S.D.D.S.A., à savoir : «conforter l'agrandissement des exploitations, d'agriculteurs à titre principal, en tenant compte de l'ensemble des activités agricoles et non agricoles du demandeur, appréciées au moyen du système d'équivalence défini dans le Projet Agricole Départemental (PAD) »,
- la priorité 17 de l'article 3 du S.D.D.S.A., à savoir «agrandissement d'un agriculteur à titre principal, en individuel ou en société. En cas de candidatures multiples classées à ce même rang de priorité, priorité est donnée à l'exploitation ayant l'équivalence la plus faible. Deux équivalences seront considérées comme égales si la différence entre elles est inférieure ou égale à 15% de la valeur de la plus faible»,

Considérant que le score équivalence du GAEC des Tisons est inférieur de plus de 15 % à celui de l'EARL du Neubourg,

Considérant ainsi que la demande du GAEC des Tisons est prioritaire sur celle de l'EARL du Neubourg vis-à-vis du schéma directeur départemental des structures agricoles,

ARRETE

ARTICLE 1 – Le GAEC DES TISONS dont le siège est à LA FERRIERE-HARANG est autorisé à exploiter 6,57 ha répartis de la manière suivante :

| <i>Communes</i> | <i>Parcelles</i> | <i>Surface (ha)</i> |
|--------------------|------------------|---------------------|
| LA FERRIERE HARANG | ZA 29- ZB 29 | 6,57 |

ARTICLE 2 - La Secrétaire Générale de la Préfecture et le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Calvados sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à CAEN, le 6 avril 2016

Pour le Préfet, par délégation et subdélégation,
L'adjointe au chef du service agricole,

Agnès HURSAULT

La présente décision peut être contestée dans un délai de DEUX mois courant à partir de la présente notification :

- soit par recours gracieux adressé à Monsieur le directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Calvados ou par recours hiérarchique adressé à Monsieur le Ministre chargé de l'Agriculture, 78, Rue de Varenne 75349 PARIS 07 SP, étant précisé qu'une absence de réponse dans un délai de 2 mois à compter de la réception d'un de ces recours, fait naître une décision implicite de rejet qui peut être déférée devant le Tribunal Administratif de Caen dans les 2 mois qui suivent ;
- soit par recours contentieux porté auprès du Tribunal Administratif de Caen.

ARRETE PORTANT AUTORISATION ET REFUS PARTIELS D'EXPLOITER en date du 6 avril 2016

Le Préfet du Calvados,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier dans l'Ordre National du Mérite

VU les articles L 331-1 à L 331-11 du Code Rural et de la Pêche Maritime et leurs articles d'application ;

VU les articles R 313-1 à R 313- 8 du Code Rural et de la Pêche Maritime relatifs à la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture ;

VU l'arrêté préfectoral du 25 mars 2016 modifié fixant la composition de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture et de sa Section Économie et Structures ;

VU l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2012 relatif au Schéma Directeur Départemental des Structures Agricoles du Calvados (S.D.D.S.A.) ;

VU l'arrêté préfectoral du 1^{er} janvier 2016 portant délégation de signature au directeur départemental des Territoires et de la Mer du Calvados ;

VU l'arrêté préfectoral du 5 janvier 2016 portant subdélégation de signature du directeur au chef du service agricole et à son adjointe ;

VU la demande d'autorisation d'exploiter 16,34 ha précédemment mis en valeur par M. DELAFOSSE Henri, par le requérant ci-après désigné et réceptionnée complète le 10/11/15 ;

VU la décision de prolongation de délai en date du 15 février 2016 ;

VU l'avis de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture du Calvados réunie en Section Économie et Structures le 31 mars 2016 ;

Considérant la demande déposée par l'EARL du Neubourg (M.MARTIN Samuel, 41 ans- Mme LESAULNIER Anita, 28 ans) qui détient 250 taurillons vendus par an au moyen de 2 équivalents UTH, et un chiffre d'affaires de 15 000 € issus des panneaux photovoltaïques, soit une équivalence de 0,51,

Considérant que M. MARTIN Samuel est également associé exploitant de l'EARL de Vente qui exploite 167 ha 77, au moyen de 2,2 équivalents UTH, détient une référence laitière de 864 090 litres, 59 ha 11 de cultures de ventes, 127 taurillons vendus par an, soit une équivalence de 2,18,

Considérant que l'équivalence cumulée de l'EARL du Neubourg et de l'EARL de la Vente est de 2,69,

Considérant que l'EARL du Neubourg n'a pas fourni à l'appui de sa demande, en vue de l'installation sans les aides de l'Etat de Madame LESAULNIER Anita, l'étude technico-économique telle que prévue à l'article 2 du SDDSA du Calvados pour l'orientation 2-5, et ne peut donc relever de cette orientation,

Considérant ainsi que la demande de l'EARL du Neubourg correspond à :

- l'orientation 5-2 de l'article 2 du S.D.D.S.A., à savoir : «conforter l'agrandissement des exploitations, d'agriculteurs à titre principal, en tenant compte de l'ensemble des activités agricoles et non agricoles du demandeur, appréciées au moyen du système d'équivalence défini dans le Projet Agricole Départemental (PAD) »,
- a priorité 17 de l'article 3 du S.D.D.S.A., à savoir «agrandissement d'un agriculteur à titre principal, en individuel ou en société. En cas de candidatures multiples classées à ce même rang de priorité, priorité est donnée à l'exploitation ayant l'équivalence la plus faible. Deux équivalences seront considérées comme égales si la différence entre elles est inférieure ou égale à 15% de la valeur de la plus faible»,

Considérant la demande déposée par le GAEC des Tisons (M.VILLIERE Gérard, 60 ans - M.VILLIERE Georges, 55 ans) qui exploite 96 ha 16 au moyen de 2 équivalents UTH, détient une référence laitière de 487 000 litres, 37 ha 66 de cultures de vente, 33 taurillons vendus par an, et 380 places pour les porcs à l'engraissement, soit une équivalence de 1,46,

Considérant que M. VILLIERE Adrien qui a le projet de s'installer en 2017 avec les aides de l'Etat au sein du GAEC, est actuellement en démarche d'installation,

Considérant que la demande du GAEC des Tisons correspond à :

- l'orientation 5-2 de l'article 2 du S.D.D.S.A., à savoir : «conforter l'agrandissement des exploitations, d'agriculteurs à titre principal, en tenant compte de l'ensemble des activités agricoles et non agricoles du demandeur, appréciées au moyen du système d'équivalence défini dans le Projet Agricole Départemental (PAD) »,
- la priorité 17 de l'article 3 du S.D.D.S.A., à savoir «agrandissement d'un agriculteur à titre principal, en individuel ou en société. En cas de candidatures multiples classées à ce même rang de priorité, priorité est donnée à l'exploitation ayant l'équivalence la plus faible. Deux équivalences seront considérées comme égales si la différence entre elles est inférieure ou égale à 15% de la valeur de la plus faible»,

Considérant que le score équivalence de l'EARL du Neubourg est supérieur de plus de 15 % à celui du GAEC des Tisons,

Considérant ainsi que la demande de l'EARL DU Neubourg n' est pas prioritaire sur celle du GAEC des Tisons vis-à-vis du schéma directeur départemental des structures agricoles,

AR R E T E

ARTICLE 1 – L'EARL DU NEUBOURG demeurant à LA FERRIERE HARANG est autorisée à exploiter 9 ha 77, qui n'ont pas fait l'objet de concurrence, répartis de la manière suivante :

| <i>Commune</i> | <i>Parcelles</i> | <i>Surface (ha)</i> |
|--------------------|------------------------------|---------------------|
| LA FERRIERE HARANG | ZC 11- ZA 27 42 51 55- ZC 41 | 9,77 |


ARTICLE 2 – L' EARL DU NEUBOURG demeurant à LA FERRIERE HARANG n'est pas autorisé à exploiter 6 ha 57 répartis de la manière suivante :

| <i>Commune</i> | <i>Parcelles</i> | <i>Surface (ha)</i> |
|--------------------|------------------|---------------------|
| LA FERRIERE HARANG | ZA 29- ZB 29 | 6,57 |

ARTICLE 3 - La Secrétaire Générale de la Préfecture et le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Calvados sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à CAEN, le 6 avril 2016

Pour le Préfet, par délégation et subdélégation,
L'adjointe au chef du service agricole,


Agnès HURSAULT

La présente décision peut être contestée dans un délai de DEUX mois courant à partir de la présente notification :

- soit par recours gracieux adressé à Monsieur le directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Calvados ou par recours hiérarchique adressé à Monsieur le Ministre chargé de l'Agriculture, 78, Rue de Varenne 75349 PARIS 07 SP, étant précisé qu'une absence de réponse dans un délai de 2 mois à compter de la réception d'un de ces recours, fait naître une décision implicite de rejet qui peut être déférée devant le Tribunal Administratif de Caen dans les 2 mois qui suivent ;
- soit par recours contentieux porté auprès du Tribunal Administratif de Caen.

ARRETE DE REFUS D'AUTORISATION D'EXPLOITER en date du 6 avril 2016

**Le Préfet du Calvados,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier dans l'Ordre National du Mérite**

VU les articles L 331-1 à L 331-11 du Code Rural et de la Pêche Maritime et leurs articles d'application ;

VU les articles R 313-1 à R 313- 8 du Code Rural et de la Pêche Maritime relatifs à la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture ;

VU l'arrêté préfectoral du 25 mars 2016 modifié fixant la composition de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture et de sa Section Économie et Structures ;

VU l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2012 relatif au Schéma Directeur Départemental des Structures Agricoles du Calvados (S.D.D.S.A.) ;

VU l'arrêté préfectoral du 1^{er} janvier 2016 portant délégation de signature au directeur départemental des Territoires et de la Mer du Calvados ;

VU l'arrêté préfectoral du 5 janvier 2016 portant subdélégation de signature du directeur au chef du service agricole et à son adjointe ;

VU la demande d'autorisation d'exploiter 2,06 ha précédemment mis en valeur par M. AUVRAY Claude, par le requérant ci-après désigné et réceptionnée complète le 21/12/15 ;

VU le courrier en date du 2 février 2016 informant Madame LEROYER Sylvie que sa demande n'est pas soumise au contrôle des structures ;

VU l'avis de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture du Calvados réunie en Section Économie et Structures le 31 mars 2016 ;

Considérant la demande déposée par l'EARL Noire Nuit (M.LEPLANQUAIS Sylvain, 34 ans) qui exploite 134 ha 91 au moyen de 2,06 équivalents UTH, détient une référence laitière de 338 790 litres, 25 ha 93 de cultures de vente, 25 vaches allaitantes et 40 taurillons vendus par an soit une équivalence de 1,23,

Considérant que la demande de l'EARL Noire Nuit correspond à :

- l'orientation 5-2 de l'article 2 du S.D.D.S.A., à savoir : «conforter l'agrandissement des exploitations, d'agriculteurs à titre principal, en tenant compte de l'ensemble des activités agricoles et non agricoles du demandeur, appréciées au moyen du système d'équivalence défini dans le Projet Agricole Départemental (PAD) »,
- a priorité 17 de l'article 3 du S.D.D.S.A., à savoir «agrandissement d'un agriculteur à titre principal, en individuel ou en société. En cas de candidatures multiples classées à ce même rang de priorité, priorité est donnée à l'exploitation ayant l'équivalence la plus faible. Deux équivalences seront considérées comme égales si la différence entre elles est inférieure ou égale à 15% de la valeur de la plus faible»,

Considérant la demande déposée par Madame LEROYER Sylvie qui exploite à titre secondaire 43ha au moyen 0,5 équivalents UTH, détient 6 ha de cultures de vente, 16 bœufs et génisses vendus par an soit une équivalence de 0,44,

Considérant les revenus extra-agricole du foyer fiscal de Madame LEROYER Sylvie ne dépassant pas 3 120 fois le montant horaire du SMIC, l'opération envisagée ne relève donc pas de la réglementation relative au contrôle des structures,

Considérant que la demande Madame LEROYER Sylvie correspond à :

- l'orientation 5-2 de l'article 2 du S.D.D.S.A., à savoir : «conforter l'agrandissement des exploitations, d'agriculteurs à titre principal, en tenant compte de l'ensemble des activités agricoles et non agricoles du demandeur, appréciées au moyen du système d'équivalence défini dans le Projet Agricole Départemental (PAD) »,
- la priorité 17 de l'article 3 du S.D.D.S.A., à savoir «agrandissement d'un agriculteur à titre principal, en individuel ou en société. En cas de candidatures multiples classées à ce même rang de priorité, priorité est donnée à l'exploitation ayant l'équivalence la plus faible. Deux équivalences seront considérées comme égales si la différence entre elles est inférieure ou égale à 15% de la valeur de la plus faible»,

Considérant que le score équivalence de l'EARL Noire nuit est supérieur de plus de 15 % à celui de Madame LEROYER Sylvie,

Considérant ainsi que la demande de l'EARL Noire Nuit n' est pas prioritaire sur celle de Madame LEROYER Sylvie vis-à-vis du schéma directeur départemental des structures agricoles,

ARRETE

ARTICLE 1 – L' EARL NOIRE NUIT demeurant à AUNAY SUR ODON n'est pas autorisé à exploiter 2 ha 06 répartis de la manière suivante :

| <i>Communes</i> | <i>Parcelles</i> | <i>Surface (ha)</i> |
|-----------------|------------------|---------------------|
| AUNAY SUR ODON | ZK 109 | 2,06 |

ARTICLE 2 - La Secrétaire Générale de la Préfecture et le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Calvados sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à CAEN, le 6 avril 2016

Pour le Préfet, par délégation et subdélégation,
L'adjointe au chef du service agricole,

Agnès HURSAULT

La présente décision peut être contestée dans un délai de DEUX mois courant à partir de la présente notification :

- soit par recours gracieux adressé à Monsieur le directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Calvados ou par recours hiérarchique adressé à Monsieur le Ministre chargé de l'Agriculture, 78, Rue de Varenne 75349 PARIS 07 SP, étant précisé qu'une absence de réponse dans un délai de 2 mois à compter de la réception d'un de ces recours, fait naître une décision implicite de rejet qui peut être déférée devant le Tribunal Administratif de Caen dans les 2 mois qui suivent ;
- soit par recours contentieux porté auprès du Tribunal Administratif de Caen.



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU CALVADOS

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES
TERRITOIRES ET DE LA MER

**ARRETE PREFECTORAL
PORTANT MODIFICATION DE L'ARRETE PREFECTORAL
DU 25 MARS 2016 FIXANT LA COMPOSITION DE LA
COMMISSION DEPARTEMENTALE
D'ORIENTATION DE L'AGRICULTURE
ET DE SES SECTIONS « ECONOMIE ET STRUCTURES »
ET « AGRICULTEURS EN DIFFICULTE »**

**LE PRÉFET DU CALVADOS
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

VU la loi d'orientation agricole n° 99-574 du 9 juillet 1999 modifiée et notamment son article 2,

VU le code rural et de la pêche maritime et notamment les articles R.313-1 à R.313-8 et R.511-6,

VU le décret n°2000-139 du 16 février 2000 fixant les conditions de représentation des organisations syndicales d'exploitants agricoles au sein de certains comités, commissions ou organismes modifiant le décret n°90-187 du 28 février 1990 relatif à la représentation des organisations syndicales d'exploitants agricoles au sein de certains organismes ou commissions,

VU le décret n° 2006-665 du 7 Juin 2006 modifié relatif à la réduction du nombre et à la simplification de la composition de diverses commissions administratives,

VU le décret n° 2006-672 du 8 Juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif,

VU le décret n° 2012-838 du 29 Juin 2012 relatif aux élections aux chambres d'agriculture et notamment son article 2,

VU l'arrêté préfectoral du 12 juillet 2006 instituant la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture,

VU l'arrêté préfectoral du 20 février 2013 reconnaissant les organisations syndicales agricoles habilitées à siéger dans les commissions et organismes,

VU l'arrêté préfectoral du 25 mars 2016 fixant la composition de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture et de ses sections « économie et structures » et « agriculteurs en difficulté »,

VU l'arrêté préfectoral du 1^{er} janvier 2016 portant délégation de signature à Monsieur Christian DUPLESSIS, directeur départemental des territoires et de la mer du Calvados,

CONSIDERANT les propositions formulées par le Président de la Fédération des Cuma de Basse-Normandie reçues le 6 avril 2016,

SUR PROPOSITION du directeur départemental des territoires et de la mer,

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : Composition de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture

L'alinéa suivant de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 25 mars 2016 est modifié comme suit :

14. Deux personnes qualifiées

Le titulaire et les suppléants sont modifiés comme suit pour la Fédération des Cuma de Basse-Normandie :

Titulaire

M. Antoine VIVIEN
Torp – 14420 VILLERS CANIVET

Suppléants

M. Stéphan BREHON
Rue Vaston – 14700 FALAISE

M. Rodolphe LORMELET
14 B rue de la Source – 14170 EPANEY

Les autres alinéas du présent article demeurent inchangés.

ARTICLE 2 : Composition de la section "économie et structures"

L'alinéa suivant de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 25 mars 2016 est modifié comme suit :

9. Deux personnes qualifiées

Le titulaire et les suppléants sont modifiés comme suit pour la Fédération des Cuma de Basse-Normandie :

Titulaire

M. Rodolphe LORMELET

Suppléants

M. Antoine VIVIEN

M. Stéphan BREHON

Les autres alinéas du présent article demeurent inchangés.

ARTICLE 3 : Composition de la section "agriculteurs en difficulté"

L'alinéa suivant de l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 25 mars 2016 est modifié comme suit :

7. Une personne qualifiée

Le titulaire et les suppléants sont modifiés comme suit pour la Fédération des Cuma de Basse-Normandie :

Titulaire

M. Stéphan BREHON

Suppléant

M. Antoine VIVIEN

M. Rodolphe LORMELET

Les autres alinéas du présent article demeurent inchangés.

ARTICLE 4 : Les autres dispositions de l'arrêté préfectoral du 25 mars 2016 fixant la composition de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture et de ses sections "économie et structures" et "agriculteurs en difficulté" demeurent inchangées.

ARTICLE 5 : La secrétaire générale de la préfecture du Calvados par intérim et le directeur départemental des territoires et de la mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Calvados.

Fait à Caen, le

21 AVR. 2016


Le directeur départemental
Christian Duplessis



PREFECTURE DU CALVADOS

**Direction départementale
des Territoires et de la Mer
Calvados**

Service eau et biodiversité

**Arrêté modificatif à l'arrêté relatif au
renouvellement de la Commission Locale
de l'Eau du SAGE «Orne aval - Seullès»**

**Le Préfet du Calvados
Chevalier de l'Ordre National du Mérite
Chevalier de la Légion d'honneur**

VU le Code de l'environnement et notamment ses articles L 212-4 et R 212-29 à R 212-34 ;

VU l'arrêté du 1^{er} décembre 2015 du préfet de la région d'Ile-de-France, préfet coordonnateur du bassin Seine-Normandie, portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Seine-Normandie ;

VU l'arrêté préfectoral du 8 septembre 1999 fixant le périmètre d'élaboration du SAGE «Orne aval - Seullès» ;

VU l'arrêté préfectoral du 19 juillet 2000 portant création de la Commission Locale de l'Eau chargée de l'élaboration, la révision et le suivi de l'application du SAGE «Orne aval - Seullès» ;

VU l'arrêté préfectoral du 2 octobre 2014 renouvelant la composition de la Commission Locale de l'Eau du SAGE «Orne aval - Seullès» ;

VU l'arrêté préfectoral du 2 juin 2015 portant modification partielle de la composition de la Commission Locale de l'Eau du SAGE «Orne aval - Seullès» ;

VU la désignation des représentants de la région arrêtée en commission permanente du 8 février 2016 du Conseil Régional de Normandie suite à l'élection des conseillers régionaux ;

VU le courrier de l'union amicale des maires du Calvados du 8 avril 2016 concernant la proposition d'un nouveau représentant au sein de la Commission Locale de l'Eau du SAGE « Orne aval - Seullès » ;

Considérant qu'il y a lieu de procéder à la modification de la composition de la Commission Locale de l'Eau du SAGE « Orne aval – Seullès » suite aux élections des représentants du Conseil Régional de Normandie en date des 6 et 13 décembre 2015 ;

Considérant que M. Alain YAOUANC, ayant perdu ses fonctions en considération desquelles il avait été désigné au sein de la CLE du SAGE « Orne aval – Seullès » suite à la création de la commune nouvelle de Colomby-Anguerny au 1^{er} janvier 2016, a cessé d'en être membre ;

Sur proposition du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Calvados ;

ARRETE

Article 1er – la Commission Locale de l'Eau du SAGE « Orne aval – Seulles », renouvelée par l'arrêté préfectoral du 2 octobre 2014 modifié par l'arrêté préfectoral du 2 juin 2015, est modifiée ainsi qu'il suit :

I – COLLEGE DES REPRESENTANTS DES COLLECTIVITES TERRITORIALES ET DES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX

1°) Représentants du Conseil Régional de Normandie

Sont désignés en tant que représentants du Conseil Régional de Normandie :

- M. Didier VERGY, membre de la commission permanente du Conseil Régional de Normandie
- M. Pierre VOGT, membre de la commission permanente du Conseil Régional de Normandie

3°) Modification des représentants des maires du Calvados

M. Alain YAOUANC, maire adjoint de Anguerny est remplacé dans la CLE par M. Jean-Luc GUILLOUARD, maire de Colomby-Anguerny

Article 2 – les autres dispositions de l'arrêté du 2 octobre 2014 restent inchangées.

Article 3 – Les membres nouvellement élus le sont pour la durée du mandat restant à courir.

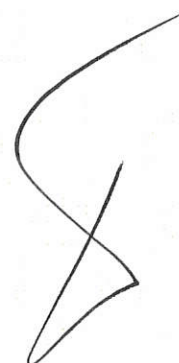
Article 4 – Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Calvados et pourra être consulté sur le site internet www.gesteau.eaufrance.fr et sur le site internet www.sage-orne-seulles.fr

Article 5 – Le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Calvados est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à chacun des membres de la Commission Locale de l'Eau.

Fait à CAEN, le 22 AVR. 2016

Le préfet,

Laurent FISCUS





PREFECTURE DU CALVADOS

**Direction départementale
des Territoires et de la Mer
Calvados**

Service eau et biodiversité

**Arrêté modificatif à l'arrêté relatif au
périmètre du SAGE «Orne aval - Seulles»**

**Le Préfet du Calvados
Chevalier de l'Ordre National du Mérite
Chevalier de la Légion d'honneur**

VU le Code de l'environnement et notamment ses articles L 212-4 et R 212-29 à R 212-34 ;

VU l'arrêté du 1^{er} décembre 2015 du préfet de la région d'Ile-de-France, préfet coordonnateur du bassin Seine-Normandie, portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Seine-Normandie ;

VU l'arrêté préfectoral du 8 septembre 1999 fixant le périmètre d'élaboration du SAGE «Orne aval - Seulles» ;

VU l'arrêté préfectoral du 30 septembre 2015 relatif à la création de la commune nouvelle de Colomby-Anguerny ;

VU l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 2015 relatif à la création de la commune nouvelle de Souleuvre-en-Bocage ;

VU l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2015 relatif à la création de la commune nouvelle de Malherbe-sur-Ajon ;

VU l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2015 relatif à la création de la commune nouvelle de Noyers-Missy ;

VU l'arrêté préfectoral du 17 décembre 2015 relatif à la création de la commune nouvelle de Seulline ;

VU l'arrêté préfectoral du 22 décembre 2015 relatif à la création de la commune nouvelle de Le Hom ;

VU l'arrêté préfectoral du 22 décembre 2015 relatif à la création de la commune nouvelle de Rots ;

Considérant qu'il convient de tenir compte des fusions de communes intervenues dans le département du Calvados dans le cadre de la réforme territoriale et de modifier en conséquence la carte et la liste des communes annexées à l'arrêté préfectoral du 8 septembre 1999 susvisé ;

Considérant que lesdites modifications sont d'ordre administratif et qu'elles sont sans effet sur la délimitation du périmètre du SAGE «Orne aval - Seulles» ;

Sur proposition du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Calvados ;

ARRETE

Article 1er – L'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 8 septembre 1999 fixant le périmètre d'élaboration du SAGE «Orne aval – Seulles» est modifié comme suit :

L'annexe comprenant la liste de communes concernées et la carte correspondante est remplacée par l'annexe 1 (liste des communes constituant le périmètre du SAGE «Orne aval – Seulles») et l'annexe 2 (périmètre du SAGE «Orne aval – Seulles»).

Article 2 – les autres dispositions de l'arrêté du 8 septembre 1999 restent inchangées.

Article 3 – Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Calvados et pourra être consulté sur le site internet www.gesteau.eaufrance.fr et sur le site internet www.sage-orne-seulles.fr

Article 4 – Le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Calvados est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à CAEN, le 22 AVR. 2016

Le préfet,

Laurent FISCUS



**Annexe 1 à l'arrêté préfectoral modificatif à l'arrêté relatif au périmètre du SAGE «Orne aval
– Seulles» du 8 septembre 1999**

Liste des communes constituant le périmètre du SAGE «Orne aval – Seulles»

Les communes dont le territoire est situé en totalité dans le périmètre sont les suivantes :

| | |
|----------------------------|------------------------|
| ACQUEVILLE | CORMELLES-LE-ROYAL |
| AMAYE-SUR-SEULLES | COULOMBS |
| AMBLIE | COURSEULLES-SUR-MER |
| AMFREVILLE | COURVAUDON |
| ANGOVILLE | CREPON |
| ANISY | CRESSERONS |
| ARROMANCHES-LES-BAINS | CREULLY |
| ASNELLES | CRISTOT |
| AUDRIEU | CULLY |
| AUNAY-SUR-ODON | CUVERVILLE |
| AUTHIE | DEMOUVILLE |
| BANVILLE | DOUVRES-LA-DELIVRANDE |
| BARBERY | DUCY-SAINTE-MARGUERITE |
| BARON-SUR-ODON | EPINAY-SUR-ODON |
| BASLY | EPRON |
| BAUQUAY | ESQUAY-NOTRE-DAME |
| BAZENVILLE | ETERVILLE |
| BENOUVILLE | FEUGUEROLLES-BULLY |
| BENY-SUR-MER | FLEURY-SUR-ORNE |
| BERNIERES-SUR-MER | FONTAINE-ETOUPEFOUR |
| BIEVILLE-BEUVILLE | FONTAINE-HENRY |
| LA BIGNE | FONTENAY-LE-MARMION |
| BLAINVILLE-SUR-ORNE | FONTENAY-LE-PESNEL |
| BOUGY | LE FRESNE-CAMILLY |
| BRETTEVILLE-L'ORGUEILLEUSE | FRESNEY-LE-PUCEUX |
| BRETTEVILLE-SUR-LAIZE | GAVRUS |
| BRETTEVILLE-SUR-ODON | GIBERVILLE |
| BROUAY | GOUVIX |
| BUCEELS | GRAINVILLE-SUR-ODON |
| CAEN | GRAYE-SUR-MER |
| CAIRON | HERMANVILLE-SUR-MER |
| CAMBES-EN-PLAINE | HEROUVILLE-SAINT-CLAIR |
| CARCAGNY | HEROUVILLETTE |
| CARPIQUET | HUBERT-FOLIE |
| CHEUX | IFS |
| CHOUAIN | JURQUES |
| COLLEVILLE-MONTGOMERY | JUVIGNY-SUR-SEULLES |
| COLOMBELLES | LAIZE-LA-VILLE |
| COLOMBIERS-SUR-SEULLES | LANDES-SUR-AJON |
| COLOMBY-ANGUERNY | LANGRUNE-SUR-MER |
| CONDE-SUR-SEULLES | LANTHEUIL |

| | |
|---------------------|--------------------------------|
| LION-SUR-MER | SAINT ANDRE-SUR-ORNE |
| LE LOCHEUR | SAINT AUBIN D'ARQUENAY |
| LONGVILLERS | SAINT AUBIN-SUR-MER |
| LOUCELLES | SAINT COME-DE-FRESNE |
| LOUVIGNY | SAINT CONTEST |
| LUC-SUR-MER | SAINT GABRIEL-BRECY |
| MAISONCELLES-PELVEY | SAINT GERMAIN-LA-BLANCHE-HERBE |
| MALHERBE-SUR-AJON | SAINT LOUET-SUR-SEULLES |
| MALTOT | SAINT MANVIEU-NORREY |
| LE MANOIR | SAINT MARTIN-DE-FONTENAY |
| MARTAINVILLE | SAINT PIERRE DU FRESNE |
| MARTRAGNY | SAINT VAAST SUR SEULLES |
| MATHIEU | SAINTE CROIX-GRAND-TONNE |
| MAY-SUR-ORNE | SAINTE CROIX-SUR-MER |
| MESLAY | SALLENELLES |
| LE MESNIL-AU-GRAIN | SEULLINE |
| LE MESNIL-PATRY | TESSEL |
| MEUVAINES | THAON |
| MONDEVILLE | TIERCEVILLE |
| MONDRAINVILLE | TILLY-SUR-SEULLES |
| MONTS-EN-BESSIN | TOURNAY-SUR-ODON |
| MOUEN | TOURNEBU |
| MOULINES | TOURVILLE-SUR-ODON |
| NONANT | TRACY-BOCAGE |
| NOYERS-MISSY | TRACY-SUR-MER |
| OUISTREHAM | VACOGNES-NEUILLY |
| PARFOURU-SUR-ODON | VAUX-SUR-SEULLES |
| PERIERS-SUR-LE-DAN | VENDES |
| PLUMETOT | VER-SUR-MER |
| PUTOT-EN-BESSIN | VERSON |
| RANVILLE | VIENNE-EN-BESSIN |
| REVIERS | VIEUX |
| ROCQUANCOURT | VILLERS-BOCAGE |
| ROSEL | VILLIERS-LE-SEC |
| ROTS | VILLONS-LES-BUISSONS |
| RUCQUEVILLE | VILLY-BOCAGE |
| RYES | |

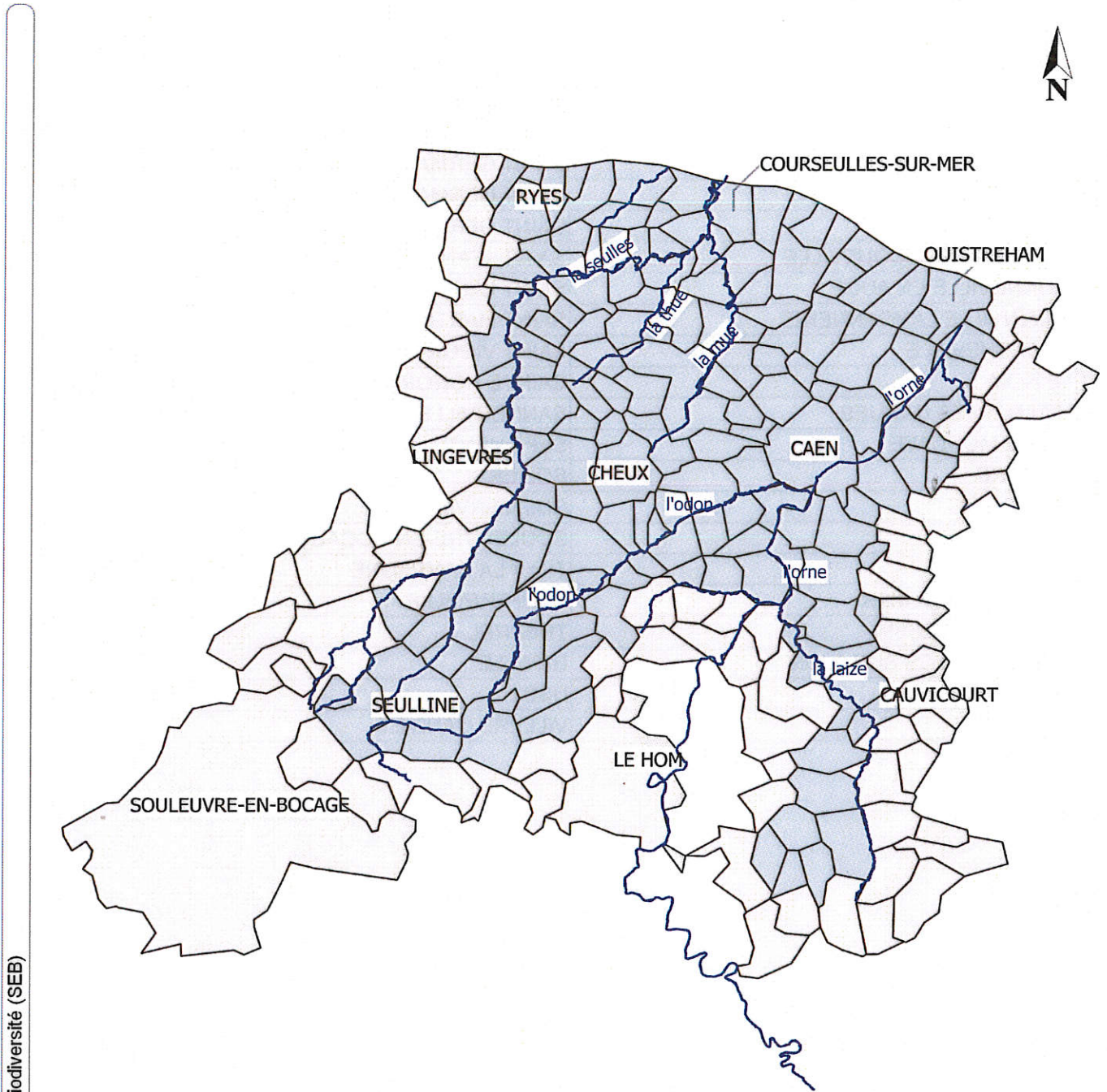
Les communes dont le territoire est partiellement situé dans le périmètre sont les suivantes :

| | |
|------------------------|----------------------|
| AMAYE SUR ORNE | BONS TASSILLY |
| ANCTOVILLE | BOULON |
| AVENAY | BOURGUEBUS |
| BANNEVILLE LA CAMPAGNE | BREMOY |
| BAVENT | BRETTEVILLE LE RABET |
| BONNEMAISON | BREVILLE |
| BONNOEIL | CAGNY |

| | |
|------------------------|-----------------------------|
| CAHAGNES | MARTIGNY SUR L'ANTE |
| LA CAINE | MERVILLE FRANCEVILLE PLAGES |
| CAMPANDRE VALCONGRAIN | LE MESNIL-AUZOUF |
| CAUMONT L'EVENTE | MONCEAUX EN BESSIN |
| CAUVICOURT | MONTIGNY |
| CESNY BOIS HALBOUT | MUTRECY |
| CINTHEAUX | ONDEFONTAINE |
| CLINCHAMPS SUR ORNE | PIERREFITTE EN CINGLAIS |
| DONNAY | PIERREPONT |
| ELLON | POTIGNY |
| ESCOVILLE | ROUCAMPS |
| ESQUAY SUR SEULLES | SAINT AIGNAN DE CRAMESNIL |
| EVRECY | SAINT GERMAIN D'ECTOT |
| FONTAINE LE PIN | SAINT GERMAIN LANGOT |
| FRESNEY LE VIEUX | SAINT GERMAIN LE VASSON |
| GARCELLES SECQUEVILLE | SAINT JEAN DES ESSARTIERS |
| GONNEVILLE EN AUGES | SAINT LAURENT DE CONDEL |
| GRAINVILLE LANGANNERIE | SAINT MARTIN DES ENTREES |
| GRENTHEVILLE | SAINT VIGOR-LE-GRAND |
| LE HOM | SAINTE HONORINE DU FAY |
| HOTTOT LES BAGUES | SANNERVILLE |
| JUAYE MONDAYE | SEPT VENTS |
| LEFFARD | SOLIERES |
| LINGEVRES | SOMMERVIEUX |
| LIVRY | SOULEUVRE-EN-BOCAGE |
| LES LOGES | TILLY LA CAMPAGNE |
| LONGUES SUR MER | TOUFFREVILLE |
| MAGNY EN BESSIN | TREPREL |
| MAISONCELLES SUR AJON | URVILLE |
| MAIZET | USSY |
| MANVIEUX | VILLERS CANIVET |

Annexe 2 à l'arrêté préfectoral modificatif à l'arrêté relatif au périmètre du SAGE «Orne aval – Seulles» du 8 septembre 1999

Périmètre du SAGE «Orne aval – Seulles»



Service Eau et Biodiversité (SEB)

Légende

■ communes entièrement dans le SAGE □ communes partiellement dans le SAGE



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU CALVADOS

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES
TERRITOIRES ET DE LA MER

**ARRETE PREFECTORAL
D'OUVERTURE ANTICIPEE DE LA CHASSE AU SANGLIER, CHEVREUIL ET DAIM
A PARTIR DU 1^{er} JUIN 2016**

**PRÉFET DU CALVADOS,
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

VU le code de l'environnement, notamment les articles L.120-1, L.424-2 à 13, L.425-15, R.424-1 à 9 et R.428-1 à 21 ;

VU l'arrêté ministériel du 1er août 1986 modifié relatif à divers procédés de chasse, de destruction des animaux nuisibles et à la reprise du gibier vivant dans un but de repeuplement ;

VU l'arrêté préfectoral du 1^{er} juillet 2014 approuvant le schéma départemental de gestion cynégétique 2014-2020 ;

VU l'arrêté préfectoral du 1er janvier 2016 portant délégation de signature à Monsieur Christian DUPLESSIS, directeur départemental des territoires et de la mer du Calvados ;

VU l'avis de la fédération des chasseurs du Calvados sur la date d'ouverture anticipée de la chasse au chevreuil, daim et sanglier en date du 18 avril 2016 ;

VU l'avis de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage en date du 18 avril 2016 ;

VU les résultats de la consultation du public qui s'est déroulée du 14 mars 2016 au 04 avril 2016 inclus ;

VU la déclinaison départementale du plan national de maîtrise du sanglier ;

SUR PROPOSITION du directeur départemental des territoires et de la mer du Calvados ;

ARRETE

ARTICLE 1er - Les espèces de gibier figurant dans le tableau ci-dessous peuvent être chassées à partir du 1er juin 2016 en respectant les conditions spécifiques de chasse suivantes :

CHASSE A TIR
Gibier sédentaire

| ESPÈCES DE GIBIER | PÉRIODE D'OUVERTURE | CONDITIONS SPÉCIFIQUES DE CHASSE |
|--------------------|---|---|
| CHEVREUIL, DAIM | 1 ^{er} juin 2016 à la date d'ouverture générale de la chasse | <p>Ces espèces sont soumises à plan de chasse obligatoire.</p> <p>Le tir du chevreuil est autorisé uniquement au tir à l'arc ou avec des cartouches :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à balles - à grenaille sans plomb d'un diamètre compris entre 4,3 et 4,8 mm - à grenaille de plomb, d'un diamètre compris entre 3,5 et 4 mm, uniquement en dehors des zones humides. <p>Avant la date d'ouverture générale de la chasse, ces espèces ne peuvent être chassées qu'à l'approche ou à l'affût par les détenteurs d'une autorisation préfectorale individuelle (tir sélectif)</p> |

| | | |
|----------|---|---|
| SANGLIER | 1 ^{er} juin 2016 à la date d'ouverture générale de la chasse | Ouverture anticipée de chasse à l'affût ou à l'approche sur autorisation préfectorale individuelle , selon les modalités décrites à l'article 3 du présent arrêté. |
| | 1 ^{er} juin 2016 au 14 août 2016 | Ouverture anticipée de chasse en battue (y compris dans les parcelles en culture) sur autorisation préfectorale individuelle , selon les modalités décrites à l'article 3 du présent arrêté. |
| | 15 août 2016 à la date d'ouverture générale de la chasse | Ouverture anticipée de chasse en battue (y compris dans les parcelles en culture) sur déclaration préalable , selon les modalités décrites à l'article 3 du présent arrêté. |

ARTICLE 2 – CHASSE ANTICIPEE DES CERVIDÉS : DAIMS ET CHEVREUILS

Comme pour tous les cervidés, la chasse anticipée à l'approche ou à l'affût des daims et chevreuils est soumise à plan de chasse « grand gibier » obligatoire. Les plans de chasse sont attribués aux détenteurs des droits de chasse sous forme d'arrêtés individuels.

ARTICLE 3 - CHASSE ANTICIPEE DES SANGLIERS

Un plan de gestion cynégétique « sangliers » est institué sur l'ensemble du département. La chasse anticipée est possible selon les modalités suivantes :

3-1 - Conditions spécifiques d'ouverture anticipée de chasse à l'approche ou à l'affût

La chasse à l'approche ou à l'affût est possible à partir du 1^{er} juin 2016 jusqu'à la date d'ouverture générale de la chasse sur l'ensemble du département sur autorisation préfectorale individuelle délivrée par le directeur départemental des territoires et de la mer (DDTM).

La demande d'autorisation doit être présentée sur l'imprimé spécifique défini en annexe 1 et envoyée en un exemplaire à la DDTM avec enveloppe timbrée pour le retour. (*)

Un compte rendu de résultat doit obligatoirement être transmis à la DDTM par le demandeur :

- avant le 15 septembre 2016 pour les autorisations délivrées jusqu'au 14 août 2016 ;
- avant le 15 octobre 2016 pour les autorisations délivrées du 15 août 2016 jusqu'à la date d'ouverture générale de la chasse.

3-2 - Conditions spécifiques d'ouverture anticipée de chasse en battue

- **Du 1^{er} juin au 14 août 2016**, la chasse en battue est possible y compris dans les parcelles en culture sur autorisation préfectorale individuelle délivrée par le directeur départemental des territoires et de la mer, et sous le contrôle d'un lieutenant de louveterie nommé désigné par le DDTM. Le jour, la commune et le lieu-dit de l'intervention doivent être indiqués avec précision sur l'imprimé de demande.

La demande d'autorisation doit être présentée sur l'imprimé spécifique défini en annexe 2 et envoyée en un exemplaire à la DDTM avec enveloppe timbrée pour le retour. (*)

Un compte rendu de résultat doit obligatoirement être transmis à la DDTM avant le 15 septembre 2016 par le demandeur.

- **Du 15 août 2016 à la date d'ouverture générale de la chasse**, sous réserve d'une déclaration préalable à partir de l'imprimé défini en annexe 3 transmise à l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage (ONCFS) au moins 48 heures avant le jour de la battue par courriel (sd14@oncfs.gouv.fr) ou par fax (02.31.63.16.86). (*)

Le résultat doit obligatoirement être transmis à l'ONCFS par le demandeur dans un délai maximal de 8 jours suivant la battue.

Règles spécifiques pour les battues :

- Détenir l'autorisation préfectorale ou la déclaration en utilisant l'imprimé spécifique ;
- Prélèvement limité à 4 animaux par jour y compris pour les équipes de chasseurs ;
- Avec un minimum de 10 fusils.

3-3 - Dispositions communes

Les participants doivent être détenteurs de droits de chasse y compris sur les terrains agricoles et être munis d'un permis de chasser, validé pour la campagne en cours.

(*) Les imprimés sont disponibles auprès du siège de la fédération départementale des chasseurs du Calvados, de l'office national de la chasse et de la faune sauvage et de la direction départementale des territoires et de la mer ainsi que sur le site internet départemental de l'État : www.calvados.gouv.fr via le cheminement qui suit : Accueil – Politiques publiques – Environnement, risques naturels et technologiques – Chasse et faune sauvage – Campagne de chasse 2016-2017 pour le Calvados – Sangliers > Imprimés à télécharger.

ARTICLE 4 : Tout animal tué en exécution du présent arrêté de chasse doit être muni, sur les lieux mêmes de sa capture et avant tout transport, du dispositif de marquage à la diligence et sous la responsabilité du bénéficiaire du plan de chasse individuel. Si l'animal est partagé, chaque morceau doit être accompagné d'une attestation établie par le bénéficiaire du plan sous sa responsabilité, sauf par les titulaires d'un permis de chasser valide pendant la période où la chasse est ouverte en application de l'article R. 425-11 du code de l'environnement.

Tout animal ou partie d'animal destiné à la naturalisation doit être accompagné du dispositif de marquage ou de l'attestation jusqu'à l'achèvement de la naturalisation conformément à l'article R. 425-11 du code de l'environnement.

ARTICLE 5 – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Caen pendant un délai de 2 mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services ou d'un recours hiérarchique auprès du ministre dans le même délai. Dans ce cas le délai prévu pour le recours au tribunal administratif court à compter de la date du rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique.

ARTICLE 6 - La secrétaire générale de la préfecture du Calvados par intérim, le directeur départemental des territoires et de la mer, ainsi que toutes les autorités habilitées à constater les infractions à la police de la chasse, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à CAEN, le 22 avril 2016

Pour le Préfet et par délégation

Le directeur départemental

Christian Duplessis

Annexes (imprimés)

- Demande d'autorisation préfectorale individuelle de chasse au sanglier à l'affût ou à l'approche
- Demande d'autorisation préfectorale individuelle de chasse en battue en période d'ouverture anticipée
- Déclaration de battue au sanglier en période d'ouverture anticipée



PRÉFET DU CALVADOS

Direction départementale des territoires
et de la mer du Calvados

ARRETE PREFECTORAL fixant pour les espèces soumises à plan de chasse les nombres minimum et maximum d'animaux à prélever pour la campagne 2016/2017

**PRÉFET DU CALVADOS,
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
CHEVALIER DE L'ORDRE DU MERITE**

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 120-1 sur la participation du public et R. 425-2 sur les nombres minimum et maximum d'animaux des espèces de grand gibier soumises à plan de chasse à prélever annuellement ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 1er janvier 2016 portant délégation de signature à monsieur Christian DUPLESSIS, directeur départemental des territoires et de la mer du Calvados ;

VU les résultats de la participation du public qui s'est déroulée du 14 mars 2016 au 04 avril 2016 inclus ;

VU l'avis de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage en date du 18 avril 2016 ;

CONSIDERANT qu'en application des dispositions de l'article R. 425-2 du code de l'environnement, le préfet fixe, pour chacune des espèces de grand gibier soumises à un plan de chasse et après avis de la Commission Départementale de la Chasse et de la Faune Sauvage (CDCFS), le nombre minimum et le nombre maximum d'animaux à prélever annuellement dans le département, répartis, le cas échéant, par sexe, par catégorie d'âge ou de poids ;

CONSIDERANT qu'en vertu des dispositions de l'article R. 425-2 du code de l'environnement, le préfet doit fixer les nombres minimum et maximum d'animaux à prélever avant le 1^{er} mai de la campagne cynégétique concernée ;

CONSIDERANT que les animaux concernés par le présent arrêté peuvent être à l'origine de dégâts sur les cultures agricoles et sylvicoles et qu'il est indispensable d'en limiter le nombre afin de préserver l'équilibre agro-sylvo-cynégétique ;

CONSIDERANT que ces animaux n'ont plus de prédateurs naturels et que la pratique de la chasse constitue le seul moyen de réguler leur population ;

CONSIDERANT que le daim n'étant pas une espèce naturellement présente dans le département, il convient d'éliminer les spécimens errants échappés d'élevage, afin d'éviter que par leur comportement semi-domestique ces animaux ne soient à l'origine d'accidents ;

CONSTATANT l'augmentation régulière des prélèvements d'animaux opérés lors des années cynégétiques précédentes dans le cadre des plans de chasse grand gibier ;

SUR PROPOSITION du directeur départemental des territoires et de la mer ;

ARRETE

ARTICLE 1er : Les nombres minimum et maximum de prélèvements pour chaque espèce soumise à plan de chasse dans le Calvados pour la campagne cynégétique 2016/2017 sont les suivants :

Pour le chevreuil, le prélèvement minimum est fixé à 2813 animaux et le prélèvement maximum à 5859 animaux.

Pour le cerf, le prélèvement minimum est fixé à 30 animaux et le maximum à 60 animaux, pour la biche le minimum est fixé à 20 animaux et le maximum à 50 animaux et pour les jeunes cerfs et biches le minimum est fixé à 21 animaux et le maximum à 60 animaux.

Pour le daim, le prélèvement minimum est fixé à 4 animaux et le maximum à 20 animaux.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Caen pendant un délai de 2 mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services ou d'un recours hiérarchique auprès du ministre dans le même délai. Dans ce cas le délai prévu pour le recours au tribunal administratif court à compter de la date du rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique.

ARTICLE 3 : La secrétaire générale de la préfecture du Calvados par intérim, le directeur départemental des territoires et de la mer, les maires des communes du Calvados, ainsi que toutes les autorités habilitées à constater les infractions à la police de la chasse, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Caen, le 22 avril 2016

Pour le Préfet et par délégation

Le directeur départemental


Christian Duplessis

DELEGATION LOCALE
DU CALVADOS

PREFET DU CALVADOS

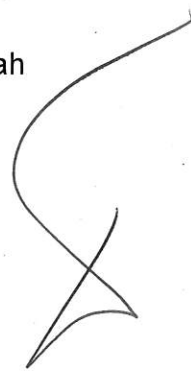
PROGRAMME D' ACTIONS TERRITORIAL 2016

Avis favorable de la C.L.A.H. du 31 mars 2016

approuvé par M. le Préfet, délégué local de l'Anah

le 22 AVR. 2016

Laurent FISCUS



Délégation du Calvados
10, boulevard Général Vanier
CS 75224- 14052 CAEN CEDEX 4
☎ 02.31.43.16.13 Télécopie : 02.31.44.59.87

PREAMBULE

En application des articles R 321-10 et R 321-11 du code de la construction et de l'habitation, le délégué de l'Agence du Calvados établit un programme d'actions comme support de décision pour l'attribution des subventions de l'Agence nationale de l'habitat (l'Anah).

Le présent programme d'actions s'applique sur le territoire du département du Calvados.

Il précise les conditions d'attribution des aides de l'Agence et définit les actions prioritaires qui seront mises en œuvre dans l'année, dans le respect des orientations générales de l'Agence et en adéquation avec les enjeux locaux.

Il présente :

- un bilan d'activités de l'année 2015 ;
- les orientations nationales en matière d'habitat privé en 2016 ;
- les enjeux locaux en matière d'habitat privé dans le Calvados ;
- les priorités locales d'intervention et les critères de sélectivité des projets ;
- les modalités financières de l'intervention de l'Anah ;
- le dispositif relatif aux loyers conventionnés ;
- un état des opérations programmées et une projection à moyen terme des engagements pris et à venir ;
- les actions d'animation et de communication ;
- le plan de contrôle externe 2016.

Table des matières

| | |
|--|-----------|
| <u>I. Bilan d'activités de l'année 2015.....</u> | <u>4</u> |
| .Objectifs et réalisations 2015 dans le Calvados..... | 4 |
| .Le bilan quantitatif 2015..... | 4 |
| .Le bilan qualitatif 2015..... | 5 |
| <u>II. Les orientations nationales en matière d'habitat privé en 2016.....</u> | <u>8</u> |
| .Les priorités nationales..... | 8 |
| .Le redressement des copropriétés en difficulté et la prévention de la dégradation des copropriétés fragiles..... | 9 |
| .Le programme « habiter mieux » : lutter contre la précarité énergétique..... | 9 |
| .L'évolution des règles relatives au conventionnement..... | 10 |
| <u>III. Les enjeux locaux en matière d'habitat privé dans le Calvados.....</u> | <u>10</u> |
| .Quatre grands types de territoires..... | 10 |
| .Une spécificité locale : les centres-villes et les centres-bourgs reconstruits..... | 11 |
| <u>IV. La déclinaison locale des politiques de l'Anah en 2016.....</u> | <u>12</u> |
| .La redynamisation des centres-bourgs et centres-villes du département, via la promotion et la mise en place de dispositifs territoriaux (OPAH, POPAC et protocoles territoriaux)..... | 12 |
| .Les engagements dans le cadre du programme « habiter mieux »..... | 13 |
| .La lutte contre l'habitat indigne..... | 14 |
| .Les travaux pour l'autonomie de la personne..... | 14 |
| <u>V. La dotation départementale et les critères de sélection des dossiers.....</u> | <u>14</u> |
| .La dotation départementale pour l'année 2016..... | 14 |
| .La hiérarchisation des priorités pour sélectionner les dossiers..... | 14 |
| .Les grilles de subventions applicables..... | 19 |
| .Règles de gestion..... | 22 |
| <u>VI. Les actions d'animation et de communication.....</u> | <u>22</u> |
| .Les actions d'animation et de communication pour le programme « habiter mieux »..... | 22 |
| .Les actions d'animation concernant la lutte contre l'habitat indigne..... | 23 |
| <u>VII. Le plan de contrôle externe 2016.....</u> | <u>23</u> |
| .La politique de contrôle avant engagement et avant paiement..... | 23 |
| .La politique de contrôle a posteriori des conventions sans travaux..... | 23 |
| <u>VIII. ANNEXES.....</u> | <u>24</u> |
| .Annexe I : Tableau des objectifs des OPAH du Calvados..... | 24 |
| .Annexe II : Grilles des loyers plafonds Anah pratiqués en 2016..... | 25 |
| .Annexe III : Plan de contrôle externe 2016..... | 29 |
| .Annexe IV : Carte des OPAH et protocoles territoriaux au 1er janvier 2016 (identique à celle au 1er décembre 2015)..... | 31 |

I. Bilan d'activités de l'année 2015

Suite à des compléments de dotations, l'enveloppe finale 2015 de la délégation locale du Calvados s'est finalement élevée à 5 484 744 € de crédits Anah et 1 796 891 € au titre du fonds d'aide à la rénovation thermique (FART). Ces deux enveloppes ont été consommées à hauteur de 100%.

Objectifs et réalisations 2015 dans le Calvados

| | PO HI/TD | PO AUT | PO EN | PB HI/TD | PB MD | PB EN |
|----------------------------------|----------|--------|-------|----------|-------|-------|
| Objectifs 2015 Calvados | 29 | 159 | 475 | 30 | 20 | 10 |
| Réalisations 2015 Calvados | 28 | 175 | 527 | 31 | 13 | 34 |

PO : propriétaire occupant

PB : propriétaire bailleur HI : habitat indigne

TD : logement très dégradé

AUT : autonomie

EN : énergie

MD : moyennement dégradé

NB : outre ces priorités, deux logements PB AUT ont été subventionnés en 2015.

Le bilan quantitatif 2015

810 logements ont été rénovés en 2015 avec des subventions de l'Anah (contre 717 en 2014, 491 en 2013 et 349 en 2012), dont 80 logements locatifs et 730 logements de propriétaires occupants.

Localisation des projets

480 logements ont été financés en secteur diffus (450 propriétaires occupants et 30 logements de propriétaires bailleurs) et 330 en Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (280 propriétaires occupants et 50 bailleurs).

Plus précisément, sur les 50 logements de bailleurs aidés en OPAH :

- à Caen : 13 dossiers correspondant à 19 logements (2 très social, 5 social et 12 intermédiaire) ;
- dans la communauté de communes de Vire : 14 dossiers correspondant à 19 logements (12 social et 7 intermédiaire), très majoritairement situés sur le territoire de l'ex-commune de Vire ;
- à Bayeux Intercom : 2 logements (1 social à Campigny et 1 intermédiaire à Bayeux) ;
- dans la communauté de communes de l'Intercom Séverine, 7 logements en loyer social ont été subventionnés ;
- dans la communauté de communes de l'Orbiquet 3 logements ont été subventionnés, 1 en loyer social et 2 en loyer intermédiaire.

Types de dossiers ayant bénéficié du programme « Habiter mieux »

583 dossiers PO et 77 dossiers PB ont bénéficié de l'aide de solidarité écologique en complément des aides de l'Anah.

Parmi eux,

- 527 PO et 34 PB ont réalisé des travaux d'économies d'énergie uniquement ;
- 23 PO (au lieu de 51 en 2014) et 33 logements de PB (contre 35 en 2014) ont allié les travaux d'économie d'énergie à des travaux lourds (HI ou TD) ;
- 31 PO (contre 19 en 2014) et aucun PB (contre 1 en 2014) ont allié les travaux d'économie d'énergie à des travaux d'autonomie/maintien à domicile.

80 logements ont fait l'objet d'un conventionnement en loyer maîtrisé avec des travaux subventionnés par l'Anah, répartis comme suit :

- 3 loyers "très social" ;
- 36 loyers « social » ;
- 41 loyers « intermédiaire ».

112 logements ont fait l'objet d'un conventionnement sans travaux.

Le bilan qualitatif 2015

Les travaux les plus réalisés chez les propriétaires occupants et les propriétaires bailleurs

Pour les propriétaires occupants (PO)

72 % des dossiers sont des dossiers de travaux d'économies d'énergie, 24 % des travaux d'autonomie ou de maintien à domicile et 4 % des travaux pour remettre en état un logement indigne ou très dégradé.

Pour les propriétaires bailleurs (PB)

La tendance est équivalente : les dossiers les plus nombreux sont les dossiers visant à faire des économies d'énergie (43 % des logements). Ensuite, les dossiers visant à remettre en état un logement indigne ou très dégradé (38 % des logements). Enfin, les dossiers visant à remettre en état des logements moyennement dégradés (17 % des logements) ou à favoriser le maintien à domicile des personnes âgées ou handicapées (2% des logements).

L'activité a encore fortement progressé chez les propriétaires occupants par rapport à 2014

| PO réalisés | HI/TD | AUT | EN | Total |
|-------------|-------|-----|-----|-------|
| 2012 | 23 | 78 | 64 | 165 |
| 2013 | 37 | 114 | 259 | 410 |
| 2014 | 56 | 149 | 435 | 640 |
| 2015 | 28 | 175 | 527 | 730 |

PO : propriétaire occupant HI : habitat indigne TD : logement très dégradé

AUT : autonomie EN : énergie

Le nombre de dossiers réalisés en 2015 chez les propriétaires occupants a continué à augmenter dans les catégories "autonomie" et "lutte contre la précarité énergétique".

En 2015, l'objectif PO autonomie a été atteint pour la deuxième année consécutive (alors qu'il ne l'avait pas été en 2013), avec une augmentation de 17 % du nombre de dossiers par rapport à 2014.

La plus grande augmentation est celle des dossiers PO énergie, avec 527 dossiers subventionnés au lieu de 435, soit une augmentation de 21 %.

Enfin, le nombre de dossiers HI/TD a diminué de moitié. Cela est dû notamment à un examen de plus en plus fin, au cas par cas, en commission locale d'amélioration de l'habitat (CLAH), des dossiers "acquisition/amélioration".

Une augmentation constante du nombre de dossiers déposés par les propriétaires bailleurs

| | Objectifs PB | PB réalisés | | |
|------|--------------|-------------|-------|-------|
| 2013 | 135 | 59, dont : | | |
| | | 52 HI/TD | 7 MD | |
| 2014 | 86 | 68, dont : | | |
| | | 36 HI/TD | 12 MD | 20 EN |
| 2015 | 60 | 78, dont : | | |
| | | 31 HI/TD | 13 MD | 34 EN |

PB : propriétaire bailleur HI : habitat indigne TD : logement très dégradé

MD : moyennement dégradé EN : énergie

En 2013 et 2014, les objectifs d'aides aux propriétaires bailleurs (PB) n'avaient pas pu être atteints. Ils l'ont en revanche largement été en 2015. Ils ont même été dépassés pour les catégories EN et HI/TD.

Le nombre de dossiers HI/TD a continué à baisser (31 en 2015, au lieu de 36 en 2014 et 52 en 2013) mais le nombre de dossiers MD, même si l'objectif n'a pas été atteint, a continué à légèrement augmenter (13 en 2015, au lieu de 12 en 2014 et 7 en 2013).

Enfin, la nouvelle catégorie de dossiers PB a bien fonctionné : 34 PB EN en 2015 (au lieu de 20 en 2014), l'objectif de 10 PB EN ayant pu être largement dépassé grâce à des dotations complémentaires en faveur des dossiers "Habiter mieux" accordées en décembre 2015.

Après une forte augmentation du nombre de dossiers PO très dégradés en 2014, un recul en 2015

En 2014, le nombre total de dossiers HI/TD déposés par des PO avait fortement augmenté par rapport à 2013, avec 56 subventions accordées en 2014, contre 37 en 2013. Cette hausse était très marquée pour les dossiers TD : 14 en 2013 et 36 en 2014. Le nombre de dossiers avait ainsi été presque multiplié par 3. Cela était dû à une augmentation notable des dossiers déposés par les PO primo-accédants, qui souhaitent faire des travaux d'acquisition/amélioration.

Au regard des priorités de l'Anah fixées pour l'année 2015 et de la stratégie locale,

ces dossiers ont été examinés de plus en plus finement, au cas par cas, en commission locale d'amélioration de l'habitat (CLAH).

La réduction du nombre de dossiers déposés et cet examen plus strict ont conduit à une baisse des subventions accordées dans ce domaine : 16 logements "très dégradés" et 12 "habitats indignes" ont ainsi bénéficié de subventions de la délégation locale en 2015, soit 28 au total.

Les baux à réhabilitation avaient fortement progressé en 2014, puis ont reculé en 2015

5 dossiers de baux à réhabilitation avaient été engagés en 2014, dont 4 en zone tendue littorale et 1 en centre-bourg. 8 logements à loyer très social avaient ainsi été créés.

Pour mémoire, en 2013, seuls deux logements avaient été rénovés grâce à ce dispositif, à Honfleur (zone littorale tendue).

Exemple

A Deauville, trois maisons individuelles ont été rénovées en 2014, permettant ainsi la création de cinq logements en loyer très social :

- au 164-166 bis rue de Verdun, la rénovation d'une monopropriété des années 50, a permis la création de 2 logements T3. Le dossier a reçu 123 962 € d'aides de l'Anah (+4000€ ASE). Le logement de 70 m² (C contre G avant travaux) sera loué à 360 €/mois et celui de 96 m² (C contre E avant travaux) sera loué à 475 €/mois.

- 31 rue des Pavillons, un T3 des années 30 de 64 m² (C contre G avant travaux) sera loué à un loyer mensuel de 341€/mois. Il a bénéficié d'une subvention de l'Anah de 59 447€ (+2 000€ d'ASE).

- 149 rue de Verdun, dans une monopropriété des années 30, 2 logements, de 70 et 31 m² seront loués à 368€/mois (C au lieu de F) et 164€/mois (D au lieu de G). La subvention de l'Anah s'est élevée à 85 386 € (+4000 d'ASE).

Conformément à la circulaire de programmation 2015, les baux à réhabilitation ont vocation à être utilisés en zone tendue ou dans les centres-bourgs, l'offre de logements locatifs à loyer maîtrisé devant être développée de manière prioritaire dans ces zones.

Dans ces circonstances, un logement a bénéficié de subvention en début d'année et a fini d'être rénové en 2015 grâce au dispositif des baux à réhabilitation, à Ouistreham.

Pour tenir compte de la circulaire de programmation 2016, ces aides vont être encore davantage ciblées. Outre le critère de localisation géographique, les communes bénéficiant de ce type d'accompagnement de l'Agence devront s'engager à louer les logements à des ménages en grande difficulté (DALO, PDALHPD ménages suivis par le PDLHI, réfugiés notamment).

Encore peu de travaux d'autonomie et de maintien à domicile accompagnés de travaux d'économies d'énergie

En 2014, 19 dossiers PO et 1 dossier PB ont combiné des travaux d'autonomie et des travaux d'économies d'énergie).

Le travail de sensibilisation a donc été renforcé en 2015 pour qu'une part plus importante des propriétaires occupants (en particulier les personnes âgées) qui veulent faire des travaux d'autonomie étudient la possibilité de faire des travaux d'économies d'énergie, et vice versa.

Cette communication a été destinée principalement aux opérateurs (en contact direct et régulier avec les demandeurs) et aux partenaires du programme "Habiter mieux".

Ce sujet a notamment fait l'objet d'une table ronde lors du comité de suivi du programme "Habiter mieux", organisé le 12 mai 2015 à l'auditorium des Archives Départementales du Calvados, en présence notamment du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer, du Vice-Président du Conseil Départemental et de la chargée de mission territoriale de l'Anah centrale.

De plus, un article est paru dans les Cahiers de l'Anah de décembre 2015, intitulé "Calvados : aides à l'autonomie et Habiter mieux, une association efficace".

Grâce à cette mobilisation accrue, 31 dossiers mixtes alliant travaux d'autonomie et d'économies d'énergie ont été engagés en 2015 par des propriétaires occupants.

Pour favoriser cette dynamique, le programme d'actions territorial 2016 prévoit des taux de subventions bonifiés pour les propriétaires occupants qui réaliseront ce type de travaux mixtes, qu'ils soient situés ou non en OPAH.

Une nouvelle OPAH lancée en 2015 sur un territoire à enjeux

Le 30 novembre 2015, une OPAH de Revitalisation Rurale a été signée avec la communauté de communes du Pays de Condé et de la Druance. Cette OPAH, située dans un territoire rural, vise notamment à lutter contre la vacance dans le centre-ville reconstruit et de favoriser la prise de décision et la réalisation de travaux dans les copropriétés situées dans le centre-ville de Condé-sur-Noireau. Des aides plus classiques seront également attribuées sur l'ensemble du territoire de la communauté de communes pour favoriser le maintien à domicile et lutter contre la précarité énergétique et l'habitat indigne.

II. Les orientations nationales en matière d'habitat privé en 2016

Les priorités nationales

La circulaire C 2016-01 de l'Anah du 5 février 2016 a défini les orientations pour la programmation 2016 des actions et des crédits de l'Anah pour l'année 2016.

Les priorités d'intervention de l'Agence se déclinent pour 2016, selon l'ordre décroissant suivant :

- la lutte contre l'habitat indigne et dégradé (objectif national de 10 950 logements) ;
- le redressement des copropriétés en difficulté et la prévention de la dégradation des copropriétés fragiles (objectif de redressement de 15 000 logements en copropriétés par an pour les trois prochaines années) ;
- la lutte contre la précarité énergétique dans le cadre du programme « habiter mieux » (objectif de 50 000 ménages, dont 44 000 propriétaires occupants) ;
- l'accompagnement des personnes âgées ou des personnes en situation de handicap pour l'adaptation de leur logement (objectif de 15 000 logements) ;
- la production d'un parc à vocation sociale via l'aide aux propriétaires bailleurs (objectif de 4 450 logements en 2016) ;

- l'humanisation des structures d'hébergements.

Le redressement des copropriétés en difficulté et la prévention de la dégradation des copropriétés fragiles

Dans le cadre du plan triennal de mobilisation pour les copropriétés fragiles et en difficulté, lancé en 2015 et courant jusqu'en 2018, l'Anah a décidé de pérenniser les dispositifs de veille et observation des copropriétés (VOC) ainsi que les programmes opérationnels de prévention et d'accompagnement des copropriétés (POPAC), qui étaient jusque-là des dispositifs expérimentaux.

Le programme « habiter mieux » : lutter contre la précarité énergétique

La lutte contre la précarité énergétique repose sur la mise en œuvre du programme « habiter mieux » avec une aide aux travaux via le fonds national d'aide à la rénovation thermique (FART). Cette aide est également appelée l'aide de solidarité écologique (ASE).

Un levier pour les territoires de projet

L'amélioration thermique accompagne très souvent d'autres projets de travaux et doit s'opérer de manière privilégiée dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat (OPAH), des protocoles territoriaux « habiter mieux » ou des POPAC. Ces programmes territoriaux, élaborés à une échelle pertinente, permettent de mobiliser le levier de l'habitat dans le cadre des politiques sociales et d'accompagner les stratégies d'aménagement durable des territoires ruraux, urbains ou périurbains.

Par ailleurs, le développement d'un parc privé conventionné à vocation sociale (production de logements à loyers sociaux et très sociaux), en complément de l'offre publique, reste un objectif prioritaire dans les OPAH et centres-bourgs, afin de contribuer à la redynamisation des centres urbains et ruraux. Il contribue également à la lutte contre l'habitat indigne, et à proposer une offre de logement social dans les zones tendues.

Évolutions du régime d'aides

Le Conseil d'Administration du 3 décembre 2014 a voté la modification du régime des avances pour les propriétaires occupants. Depuis le 1^{er} janvier 2015, seuls les propriétaires occupants aux ressources très modestes pourront bénéficier d'une avance pour des travaux d'économies d'énergie et pour l'autonomie.

En application du décret n° 2015-1911 du 30 décembre 2015 relatif au règlement des aides du FART, il n'est plus possible, depuis le 1^{er} janvier 2016, de majorer l'aide de solidarité écologique (ASE), même dans les OPAH.

Ce décret a également acté la modification du montant de l'aide de solidarité écologique (ASE) : il ne s'agit plus d'une prime forfaitaire. Depuis le 1^{er} janvier 2016, l'ASE est calculée en fonction du montant des travaux : elle représente désormais 10% de l'assiette des travaux subventionnables hors taxe et elle est plafonnée à 1 600€ pour les propriétaires occupants modestes et à 2 000 € pour les propriétaires occupants très modestes.

L'ASE reste cependant un forfait pour les propriétaires bailleurs, de 1 500 € (au lieu de 1 600 €).

L'évolution des règles relatives au conventionnement

Depuis le 1^{er} janvier 2015, les règles relatives au conventionnement ont évolué, avec :

- la mise en place de nouveaux zonages ;
- une évolution de la méthode de calcul des plafonds pour les loyers intermédiaires.

Ces changements intervenus au niveau national sont pris en compte dans le présent document.

La circulaire de programmation 2016 précise que les aides aux travaux destinées aux propriétaires bailleurs doivent être mobilisées en priorité en ciblant les territoires couverts par des programmes opérationnels à fort enjeu (OPAH-RU et programmes nationaux). La priorité doit être portée sur les territoires où la demande de logements locatifs est la plus prégnante ou lorsqu'il s'agira de renforcer l'attractivité d'un territoire en déprise par une offre de logements adaptée aux besoins en lien avec un projet de développement durable du territoire.

L'Anah a récemment pris deux nouvelles mesures visant à mobiliser le parc privé conventionné afin d'en faciliter l'accès aux ménages en grande précarité :

- la promotion du conventionnement sans travaux dans les opérations programmées ;
- la création, à titre expérimental jusqu'au 31 décembre 2017, d'une prime en faveur de l'intermédiation locative d'un montant de 1 000€. Cette prime est attribuée aux propriétaires bailleurs qui concluent une convention à loyer social ou très social, sous conditions de recours, pour une durée d'au moins 3 ans, à un dispositif d'intermédiation locative via un organisme agréé.

III. Les enjeux locaux en matière d'habitat privé dans le Calvados

Quatre grands types de territoires

Quatre grands types de territoires peuvent être distingués dans le département du Calvados :

- les territoires urbains et péri-urbains de l'agglomération caennaise ;
- les territoires urbains et péri-urbains des villes moyennes ;

Ces territoires peuvent être notamment marqués par :

- un phénomène de péri-urbanisation avec des logements en périphérie de type pavillons à améliorer au niveau thermique ;
 - une adaptation nécessaire des logements en centre-ville appartenant pour certains au patrimoine de la reconstruction, et gérés pour partie en copropriétés ;
 - l'évolution des besoins de la population (typologie, réhabilitation thermique, accessibilité...) à prendre en compte pour lutter contre le phénomène de vacance ;
- les territoires littoraux dont l'attrait touristique peut entraîner :
 - une augmentation des résidences secondaires ;

- une hausse du coût du foncier ;
- le déplacement vers le rétro-littoral des logements pour les ménages modestes.

- les territoires ruraux : la réhabilitation est un enjeu prioritaire dans ces territoires pour :

- améliorer le parc privé, en particulier très ancien (antérieur à 1900) ;
- traiter le logement indigne et très dégradé ;
- requalifier le patrimoine rural ;
- rendre l'offre locative plus attractive.

Pour répondre à ces différentes problématiques territoriales, l'objectif de la délégation locale du Calvados est de promouvoir le régime d'aides de l'Anah pour mettre en œuvre les priorités suivantes :

- la redynamisation des centres-bourgs et centres-villes du département, en particulier ceux de la reconstruction, en promouvant les dispositifs territoriaux (opérations programmées d'amélioration de l'habitat, programmes opérationnels de prévention et d'accompagnement des copropriétés, protocoles territoriaux) ;
- la lutte contre l'habitat indigne et très dégradé ;
- la lutte contre la précarité énergétique ;
- l'adaptation des logements des personnes en situation de handicap ou de perte d'autonomie.

Une spécificité locale : les centres-villes et les centres-bourgs reconstruits

Le 17 juillet 2015, une convention partenariale a été signée à Vire pour soutenir la requalification urbaine et la transition énergétique des centres-villes reconstruits suite à la bataille de Normandie de l'été 1944.

En effet, la ville de Caen, 12 des 22 villes moyennes bas-normandes et un grand nombre de bourgs « cœurs de bassins de vie » ont un hyper centre reconstruit suite à la Bataille de Normandie de juin 1944.

Aujourd'hui, l'architecture et l'urbanisme de reconstruction, homogènes et vieillissants, dans un contexte de marché immobilier peu dynamique, n'est plus attractif pour les ménages urbains. La vacance devient très préoccupante dans certaines villes.

C'est pourquoi l'État, l'Anah, l'Ademe, la Région Basse-Normandie, la Caisse des Dépôts et Consignations, l'Association Régionale pour l'Habitat Social de Basse-Normandie, l'Établissement Public Foncier de Normandie, la Maison de l'Architecture de Basse-Normandie et l'Université Caen Basse-Normandie ont convenu que la rénovation des centres-reconstruits de la région Basse-Normandie répondait à un double enjeu :

- un enjeu de transition énergétique ;
- un enjeu d'aménagement du territoire, au travers du maintien du maillage urbain et économique, et la lutte contre la consommation outrancière de

foncier.

A cet effet, l'Anah s'est engagée notamment à :

- prendre en compte dans ses actions et moyens d'intervention le parc de la reconstruction ;
- mobiliser les crédits travaux pour la reconquête de ce parc ;
- mettre à disposition ses crédits locaux d'ingénierie pour améliorer, au travers notamment d'études pré-opérationnelles, la connaissance du parc de la reconstruction, de façon à définir les stratégies d'intervention les mieux adaptées ;
- accompagner tout appel à projets régional qui pourrait être lancé en direction des villes reconstruites de Basse-Normandie, et susceptible de déboucher sur tous dispositifs opérationnels locaux prévus dans le cadre du règlement général de l'Anah.
- mobiliser, en tant que de besoin, les moyens d'ingénierie nationaux de l'agence pour intervenir en direction des copropriétés : AMO « flash », veille et observation des copropriétés (VOC), programmes opérationnels de prévention et d'accompagnement des copropriétés (POPAC).

IV. La déclinaison locale des politiques de l'Anah en 2016

La redynamisation des centres-bourgs et centres-villes du département, via la promotion et la mise en place de dispositifs territoriaux (OPAH, POPAC et protocoles territoriaux)

Les opérations programmées d'amélioration de l'habitat (OPAH)

Au début de l'année 2016, le département du Calvados est couvert par cinq opérations programmées d'amélioration de l'habitat (OPAH) :

- l'OPAH de la ville de Caen (ciblée sur l'habitat indigne et la précarité énergétique), débutée le 1er mars 2012, pour une durée de 5 ans ;
- l'OPAH de la communauté de communes de Vire (devenue Vire Normandie au 1^{er} janvier 2016), débutée 31 mai 2014, pour une durée de 3 ans ;
- l'OPAH de la communauté de communes de Bayeux Intercom, débutée le 1^{er} juillet 2014, pour une durée de 3 ans ;
- l'OPAH de la communauté de communes Cœur Côte Fleurie, lancée le 24 octobre 2014, pour une durée de 3 ans ;
- l'OPAH de Revitalisation Rurale de la communauté de communes du Pays de Condé et de la Druance, lancée le 30 novembre 2015, pour une durée de 3 ans.

Pour chacune de ces OPAH, une convention tripartite entre l'État, l'Anah et le maître d'ouvrage a fixé des objectifs de réalisation de logements. (Cf. annexe 1.)

L'appel à manifestation d'intérêt national « revitalisation des centres-bourgs ruraux »

La commune d'Orbec fait partie des 54 lauréats de l'appel à manifestation d'intérêt (AMI) national sur la revitalisation des bourgs ruraux.

Dans le cadre de l'AMI, la ville d'Orbec et la communauté de communes du Pays de l'Orbiquet ont lancé, en parallèle d'une étude de programmation urbaine sur les volets commerce, tourisme et aménagement, une étude pré-opérationnelle sur le centre-bourg d'Orbec, afin de définir une stratégie d'intervention sur les bâtiments et l'habitat du centre-bourg. La stratégie d'intervention et les objectifs des différents partenaires de l'AMI seront déclinés dans une convention d'OPAH de revitalisation centre-bourg (valant convention d'OPAH Renouvellement Urbain) d'une durée de 6 ans.

Les études pré-opérationnelles en perspective d'une OPAH

La communauté de communes du Pays de Falaise a lancé début 2015 une étude pré-opérationnelle, presque terminée. Une convention d'OPAH de Revitalisation Rurale devrait donc être signée au 1^{er} semestre 2016.

Les programmes opérationnels de prévention et d'accompagnement des copropriétés (POPAC)

La ville de Caen et l'Anah vont signer en juin 2016 une convention visant à mettre en place le premier programme opérationnel de prévention et d'accompagnement (POPAC) du département. L'objectif du POPAC est de proposer un accompagnement renforcé des copropriétés de la reconstruction de l'îlot Saint-Jean. Le POPAC sera donc un nouveau dispositif d'ingénierie en faveur du renouvellement du parc de logements du quartier, mais également des espaces extérieurs des résidences (cours communes, garages, pieds d'immeubles).

Ce programme pourrait intéresser d'autres territoires, pour redynamiser leurs centres-villes reconstruits.

Les protocoles territoriaux « habiter mieux »

Trois protocoles territoriaux (Communauté de Communes d'Aunay-Caumont Intercom, Ville de Lisieux et Communauté de Communes du Pays de Livarot) ont pris fin le 31 décembre 2015. Deux collectivités ont renouvelé leurs protocoles en début d'année, jusqu'au 31 décembre 2016 (Communauté de Communes du Pays de Livarot et Aunay-Caumont Intercom). Le renouvellement du protocole de la ville de Lisieux est en cours. Le protocole 2015 de la communauté de communes de Balleroy Le Molay Littry est actif jusqu'au 15 avril 2016. Le protocole des communautés de communes d'Isigny et de Trévières est actif jusqu'au 31 août 2016.

Cette démarche pourrait intéresser d'autres territoires.

Les engagements dans le cadre du programme « habiter mieux »

Afin de mobiliser les primes de l'État au titre du fonds d'aide à la rénovation thermique, la délégation locale du Calvados a signé le 30 décembre 2013 un avenant au contrat local d'engagement avec le Conseil Général du Calvados prorogeant sa durée jusqu'au 31/12/2017.

Le programme « Habiter mieux » cible les propriétaires occupants sous conditions de ressources. Le plafond a été relevé à compter du 1er juin 2013. A partir de cette date, les bailleurs et les copropriétés en difficulté peuvent aussi être éligibles à

certaines conditions.

Les objectifs de rénovation thermique pour le département pour la période 2014-2015 sont de 800 logements de propriétaires occupants et 177 logements de propriétaires bailleurs.

La lutte contre l'habitat indigne

Outre les actions incitatives, la délégation locale de l'Anah (DDTM 14) participe activement aux travaux du pôle départemental de lutte contre l'habitat indigne (PDLHI), dont elle assure par ailleurs le secrétariat et l'animation. Dans ce cadre, la DDTM accompagne les élus locaux (maires, Présidents d'EPCI à compétence habitat) pour les procédures relevant de leurs pouvoirs de police habitat indigne (péril et incurie notamment).

Les travaux pour l'autonomie de la personne

Sont concernées les personnes attestant de leur situation de handicap ou de perte d'autonomie. Toutes les demandes dont l'adéquation est justifiée sont subventionnées prioritairement. Une attention particulière est portée à la qualité des diagnostics.

V. La dotation départementale et les critères de sélection des dossiers

La dotation départementale pour l'année 2016

L'enveloppe régionale est de 24,7 M€ en crédits Anah et 4,96 M€ en crédits Fart.

Les objectifs régionaux et départementaux se répartissent de la manière suivante :

| | PO HI/TD | PO AUT | PO EN | PB HI/TD + MD + EN | Total |
|-----------------|----------|--------|-------|--------------------|-------|
| Total Normandie | 150 | 875 | 2200 | 150 | 2 480 |
| Calvados | 34 | 165 | 452 | 37 | 688 |

PO : propriétaire occupant PB : propriétaire bailleur MD : moyennement dégradé

HI : habitat indigne TD : très dégradé AUT : autonomie EN : énergie

L'enveloppe et les objectifs PO énergie feront l'objet d'un suivi particulier à la demande du Commissariat Général à l'Investissement.

La hiérarchisation des priorités pour sélectionner les dossiers

Les priorités de la délégation locale correspondent aux priorités de l'Anah centrale.

Les règles d'instruction sont celles applicables à la date de dépôt de la demande de subvention.

Les dossiers déposés par les propriétaires bailleurs (par ordre décroissant de priorité)

Critère général de sélection des projets

Les logements doivent être situés dans un centre-ville ou un centre-bourg équipé de commerces, équipements et services de proximité.

Les projets qui ne sont pas situés à proximité immédiate dans un centre-ville ou un centre-bourg équipé de commerce, équipements et services de proximité ne sont pas prioritaires.

Ordre de sélection des projets

Les projets seront sélectionnés selon l'ordre de priorité décroissant suivant :

1 – les logements situés en OPAH (dans la limite des réservations) et les logements situés dans une copropriété accompagnée dans le cadre d'un POPAC, avec loyer très social ou social ;

2 – les logements situés en OPAH (dans la limite des réservations) et les logements situés dans une copropriété accompagnée dans le cadre d'un POPAC, avec loyer intermédiaire ;

3 – les logements situés en zones prioritaires B1 et B2, avec loyer très social ou social ;

4 – les logements situés en zones prioritaires B1 et B2, avec loyer intermédiaire ;

5 – les logements situés dans un centre-ville ou un centre-bourg de zone non prioritaire (= hors zones B1 et B2) doté d'un lycée et/ou d'un collège.

Les transformations d'usage ne sont pas prioritaires et font l'objet d'un examen, dérogatoire, au cas par cas, en CLAH.

Cas particulier des baux à réhabilitation (maîtrise d'ouvrage d'insertion)

Conformément à la circulaire de programmation 2016, ce type de subventions n'est accordé que lorsque plusieurs conditions sont réunies :

- l'identification d'un besoin en logements d'insertion non couvert par les organismes HLM ou d'un gisement immobilier de logements vacants, dégradés ou insalubres à requalifier, ou d'une situation répondant à une problématique de mal-logement qui nécessite une réponse adaptée ;
- une dynamique locale associative ;
- l'implication des collectivités locales et des services déconcentrés de l'Etat dans ces projets : les territoires visés sont ceux qui connaissent une demande de logements locatifs prégnante notamment lorsqu'elle est exprimée par des ménages en grande difficulté ou lorsqu'il s'agira de renforcer l'attractivité d'un centre-ville ou bourg en déprise, où le développement de l'offre s'accompagne d'un projet de développement durable.

Les travaux de transformation d'usage doivent être réservés à des logements situés en centre ancien, afin de créer une offre nouvelle en zone tendue ou pour concourir à la maîtrise de l'étalement urbain.

Par conséquent, la délégation locale du Calvados privilégiera les projets répondant aux conditions exposées ci-dessus, c'est-à-dire situés en centre-ville de zone tendue (B1 et B2) et en centre-bourg en déprise ayant mis en place un dispositif territorial avec l'Anah. En outre, pour bénéficier de ces aides importantes de l'Anah, :

- il est rappelé qu'un avis préalable de la CLAH est requis ;
- la délégation locale demandera aux communes de louer les logements communaux ainsi rénovés à des personnes en grande difficulté (relogement définitif ou

hébergement temporaire de ménages suivis par le PDLHI, le PDALHPD, DALO, réfugiés, ...).

Cas particulier des logements indignes ou non-décents

Les demandes de subventions des propriétaires bailleurs visant à mettre fin à une situation d'habitat indigne (avec maintien dans les lieux des occupants) ou non-décent feront l'objet d'un examen au cas par cas, en CLAH. Pour ces dossiers, les critères géographiques de sélections ne s'appliquent pas.

Les dossiers ne correspondant pas aux priorités décrites ci-dessus ne sont pas prioritaires.

Niveaux de loyers

Le loyer intermédiaire n'est désormais autorisé que dans les zones B1 et B2. En dehors de ces zones B1 et B2, le loyer devra être « social » ou « très social ».

Toutefois, dans le cadre du respect des conventions d'OPAH signées avec les collectivités partenaires de la délégation locale, des dérogations sont possibles, dans les cas suivants :

- OPAH de la communauté de communes de Vire (devenue Vire Normandie)

En déclinaison de la convention signée le 31 mai 2014, pendant la durée de l'OPAH, les loyers intermédiaires sont autorisés uniquement dans le périmètre de l'ex-commune de Vire, dans la limite des objectifs fixés dans la convention (12 pour 2016 et 6 pour 2017, soit 18 au total d'ici la fin de l'OPAH).

En outre, les objectifs d'aides aux propriétaires bailleurs en loyer intermédiaire fixés à l'annexe 1 de la convention ayant déjà été atteints pour les « logements dégradés » et la « lutte contre la précarité énergétique », le conventionnement en loyer intermédiaire dans l'ex-commune de Vire n'est autorisé que pour les travaux de lutte contre l'habitat indigne, les logements très dégradés, les travaux pour la sécurité et la salubrité de l'habitat, l'autonomie de la personne et les infractions au RSD et la non-décence.

Enfin, le loyer intermédiaire n'est autorisé que pour les petites surfaces (moins de 30 m²). Si le logement fait plus de 30 m², le logement doit être occupé par un ménage avec un plafond de ressources supérieur aux plafonds définis pour le loyer social et les occupants doivent être maintenus à domicile.

- OPAH de la communauté de communes de Bayeux Intercom

En déclinaison de la convention signée le 1^{er} juillet 2014, pendant la durée de l'OPAH, les loyers intermédiaires sont autorisés uniquement dans la limite des objectifs fixés dans la convention (7 en 2016 et 2 en 2017, soit 9 au total d'ici la fin de l'OPAH).

En outre, le conventionnement en loyer intermédiaire n'est plus autorisé sur l'ensemble du territoire de la communauté de communes. Il est limité aux territoires des communes de Bayeux, Saint Vigor le Grand, Saint Martin des Entrées, Monceaux en Bessin, Guéron, Saint Loup Hors, Vaucelles, Sully et Vaux sur Aure.

Enfin, le loyer intermédiaire n'est autorisé que pour les petites surfaces (moins de 30 m²). Si le logement fait plus de 30 m², le logement doit être occupé par un ménage avec un plafond de ressources supérieur aux plafonds définis pour le loyer social et les occupants doivent être maintenus à domicile.

- OPAH de la communauté de communes Coeur Côte Fleurie

En déclinaison de la convention signée le 24 octobre 2014, le loyer intermédiaire n'est plus autorisé en dehors des communes situées en zones B1 et B2, c'est-à-dire à Vauville et à Saint Pierre Azif.

- OPAH de Revitalisation Rurale de la communauté de communes du Pays de Condé et de la Druance

En déclinaison de la convention signée le 30 novembre 2015, pendant la durée de l'OPAH, les loyers intermédiaires sont autorisés uniquement à Condé-sur-Noireau pour les logements occupés, avec maintien à domicile des occupants.

Rappel des principales conditions

Les logements accédant au régime d'aides « propriétaire bailleur » du fait d'une situation de dégradation avérée (« dégradation moyenne ») doivent atteindre un niveau de performance après travaux correspondant à l'étiquette « D ». Toutefois, l'autorité décisionnaire peut, dans les cas qui le justifient et notamment ceux mentionnés dans l'instruction de la directrice générale prise en application de la délibération n°2012-16 du Conseil d'administration de l'Anah du 13 juin 2012, conditionner l'octroi de l'aide à l'atteinte de l'étiquette « E ». Le champ d'application et les possibilités de dérogation à la règle d'éco-conditionnalité sont identiques à ceux prévus au 8° de la délibération du Conseil d'administration n° 2010-52 du 22 septembre 2010.

Les propriétaires bailleurs des logements subventionnés devront obligatoirement prendre l'engagement de conclure une convention en application des articles L.321-4 et L.321-8 du Code de la Construction et de l'Habitat (sauf cas exceptionnels).

Les dossiers en opération programmée hors réservations seront traités selon les critères du secteur diffus. Ils correspondent aux dossiers déposés à la délégation locale de l'Anah, lorsque l'enveloppe financière Anah annuelle, réservée dans la convention d'opération programmée d'amélioration de l'habitat, est déjà consommée en totalité.

b. Les dossiers déposés par les propriétaires occupants (par ordre décroissant de priorité)

1 – les dossiers déposés par les propriétaires occupants aux ressources très modestes.

Ces dossiers sont hiérarchisés de la manière suivante, en fonction de la nature du projet :

Priorité n°1 : projets de travaux lourds pour réhabiliter un logement indigne ou très dégradé (situation de péril, d'insalubrité ou de forte dégradation constatée sur grille) ¹ ;

Priorité n°2 : travaux d'économie d'énergie permettant à un logement une amélioration de la performance énergétique d'au moins 25 % ;

Priorité n°3 : projets de travaux pour la sécurité et la salubrité de l'habitat (travaux de

¹ Pour les projets d'acquisition-amélioration récente (depuis moins de deux ans), le propriétaire occupant devra déposer un dossier en avis préalable pour les situations de péril, d'insalubrité ou de forte dégradation. La commission locale d'amélioration de l'habitat (CLAH) se réserve le droit d'appliquer un plafond de travaux inférieur à 50 000 € et un taux inférieur à 50% selon la situation.

« petite LHI », insalubrité, péril, sécurité des équipements communs, risques saturnins) ;

Priorité n°4 : projets de travaux d'amélioration pour l'autonomie de la personne (travaux d'adaptation ou d'accessibilité sur justificatifs).

En application de la circulaire C 2014-01 relative aux orientations pour la programmation 2014 des actions et des crédits de l'Anah, les dossiers « autres travaux » ne permettant pas l'éligibilité au FART n'ont pas vocation à être subventionnés.

2 – les dossiers déposés par les propriétaires occupants aux ressources modestes.

Ces dossiers sont hiérarchisés de la manière suivante, en fonction de la nature du projet :

Priorité n°1 : projets de travaux lourds pour réhabiliter un logement indigne ou très dégradé (situation de péril, d'insalubrité ou de forte dégradation constatée sur grille)¹ ;

Priorité n°2 : travaux d'économie d'énergie permettant à un logement une amélioration de la performance énergétique d'au moins 25 % ;

Priorité n°3 : projets de travaux pour la sécurité et la salubrité de l'habitat (travaux de « petite LHI », insalubrité, péril, sécurité des équipements communs, risques saturnins) ;

Priorité n°4 : projets de travaux d'amélioration pour l'autonomie de la personne (travaux d'adaptation ou d'accessibilité sur justificatifs).

En application de la circulaire C 2016-01 du 5 février 2016, les demandes de subvention « énergie » déposés par les propriétaires occupants aux ressources modestes ne sont plus prioritaires et ne feront l'objet d'un agrément que si les crédits sont suffisants.

- Les ressources modestes correspondent aux ressources comprises entre le plafond « standard » et le plafond « majoré » mentionnés respectivement à l'article 1^{er} et à l'article 2 de l'arrêté du 24 mai 2013 relatif au plafond de ressources applicables à certains bénéficiaires des subventions de l'Anah ;
- Les dossiers « énergie » comprennent les projets de lutte contre la précarité énergétique (hors priorité habitat très dégradé, lutte contre l'habitat indigne ou autonomie).

Si les crédits attribués à la délégation locale sont suffisants, ces dossiers seront agréés selon l'ordre de priorité suivant :

- 1 – les dossiers situés en OPAH RR et RU ;
- 2 – les dossiers situés en OPAH et en POPAC ;
- 3 – les dossiers situés en protocole territorial « habiter mieux » ;
- 4 – les dossiers en secteur diffus.

¹ Pour les projets d'acquisition-amélioration récente (depuis moins de deux ans), le propriétaire occupant devra déposer un dossier en avis préalable pour les situations de péril, d'insalubrité ou de forte dégradation. La commission locale d'amélioration de l'habitat (CLAH) se réserve le droit d'appliquer un plafond de travaux inférieur à 50 000 € et un taux inférieur à 50% selon la situation.

3 - les dossiers déposés par les propriétaires occupants aux ressources très modestes pour :

- les travaux sous injonction de mise en conformité des installations d'assainissement non collectif donnant lieu à un cofinancement de l'agence de l'eau ou de la collectivité locale, versé directement au PO (Cf. annexe 5 de la circulaire du 1er mars 2013) ;
- les travaux en parties communes en particulier dans le cas de copropriétés en difficulté, donnant lieu à une subvention individuelle sur la quote-part du copropriétaire.

Critère complémentaire, lié à la localisation du projet

Dans chaque catégorie, un dossier en OPAH ou en POPAC sera prioritaire à un dossier en protocole territorial « habiter mieux ». De plus, un dossier en protocole territorial « habiter mieux » sera prioritaire à un dossier en secteur diffus.

Les conventions sans travaux

Zones B1 et B2 : le conventionnement sans travaux est autorisé en loyer « intermédiaire », « social » et « très social ». Cf. grilles de loyers applicables en annexe II.

En dehors des zones B1 et B2, seuls les loyers « social » et « très social » sont autorisés pour le conventionnement sans travaux. Cf. grilles de loyers applicables en annexe II.

Les grilles de subventions applicables

Pour les propriétaires bailleurs en OPAH et en POPAC

| Zones prioritaires B1 et B2 (notamment ville de Caen et CdC de Coeur Côte Fleurie, hors Vauville et St Pierre Azif) | loyer social et très social | loyer intermédiaire |
|--|-----------------------------|---------------------|
| Travaux lourds pour réhabiliter un logement indigne ou très dégradé | 35 % | 30 % |
| Travaux d'amélioration pour la sécurité et la salubrité de l'habitat | 35 % | 30 % |
| Travaux d'amélioration pour l'autonomie de la personne | 35 % | 35 % |
| Travaux pour réhabiliter un logement dégradé ou suite à une procédure R.S.D. ou un contrôle de décence | 25 % | 20 % |
| Travaux d'amélioration des performances énergétiques | 25 % | 20 % |

| Ex-commune de Vire, Bayeux et communes limitrophes listées ci-avant | loyer social et très social | loyer intermédiaire |
|--|-----------------------------|---------------------|
| Travaux lourds pour réhabiliter un logement indigne ou très dégradé | 35 % | 25 % |
| Travaux d'amélioration pour la sécurité et la salubrité de l'habitat | 35 % | 25 % |
| Travaux d'amélioration pour l'autonomie de la personne | 35 % | 35 % |

| | | |
|---|------|------|
| Travaux pour réhabiliter un logement dégradé ou suite à une procédure R.S.D. ou contrôle de décence | 25 % | 20 % |
| Travaux d'amélioration des performances énergétiques | 25 % | 20 % |

| OPAH de la CdC de Vire (hors ex-commune de Vire), Vauville, Saint Pierre Azif, OPAH de Bayeux Intercom (hors Bayeux et communes limitrophes) et communes des futures OPAH et des futurs POPAC situées en dehors des zones B1 et B2 | Loyer très social | loyer social | loyer intermédiaire |
|---|-------------------|--------------|---------------------|
| Travaux lourds pour réhabiliter un logement indigne ou très dégradé | / | 30 % | / |
| Travaux d'amélioration pour la sécurité et la salubrité de l'habitat | / | 30 % | / |
| Travaux d'amélioration pour l'autonomie de la personne | 35 % | 35 % | 35 % |
| Travaux pour réhabiliter un logement dégradé ou suite à une procédure R.S.D. ou contrôle de décence | / | 25 % | / |
| Travaux d'amélioration des performances énergétiques | / | 25 % | / |

Pour les propriétaires bailleurs hors OPAH et hors POPAC

| Zones prioritaires B1 et B2 | loyer social et très social | loyer intermédiaire |
|--|-----------------------------|---------------------|
| Travaux lourds pour réhabiliter un logement indigne ou très dégradé | 30% | 25 % |
| Travaux d'amélioration pour la sécurité et la salubrité de l'habitat | 30 % | 25 % |
| Travaux d'amélioration pour l'autonomie de la personne | 30 % | 25 % |
| Travaux pour réhabiliter un logement dégradé ou suite à une procédure R.S.D. ou un contrôle de décence | 25 % | 15 % |
| Travaux d'amélioration des performances énergétiques | 25 % | 15 % |

| Zone non prioritaire (centre-ville ou centre-bourg doté d'un lycée ou collège) | loyer très social | loyer social | loyer intermédiaire |
|--|-------------------|--------------|---------------------|
| Travaux lourds pour réhabiliter un logement indigne ou très dégradé | / | 25 % | / |
| Travaux d'amélioration pour la sécurité et la salubrité de l'habitat | / | 25 % | / |
| Travaux d'amélioration pour l'autonomie de la personne | 25 % | 25 % | 25 % |
| Travaux pour réhabiliter un logement dégradé ou suite à une procédure R.S.D . ou contrôle de décence | / | 15 % | / |
| Travaux d'amélioration des performances énergétiques | / | 15 % | / |

Des conditions plus favorables pourront être appliquées pour les propriétaires bailleurs dans des cas exceptionnels, dûment argumentés et après avis de la CLAH.

Pour les propriétaires occupants

| | Ménages aux ressources très modestes prioritaires (taux maximal) | Ménages aux ressources très modestes (taux maximal) | Ménages aux ressources modestes (taux maximal) |
|---|--|---|--|
| Travaux lourds pour réhabiliter un logement indigne ou très dégradé | 50 % (avis de la CLAH) | 50 % (avis de la CLAH) | 50 % (avis de la CLAH) |
| Travaux d'amélioration pour la sécurité et la salubrité de l'habitat | 50 % (avis de la CLAH) | 50 % (avis de la CLAH) | 50 % (avis de la CLAH) |
| Travaux d'amélioration pour l'autonomie de la personne | 50 % | 50 % | 35 % |
| Travaux d'amélioration mixtes pour l'autonomie de la personne et de lutte contre la précarité énergétique | 50 % | 50 % | 35 % |
| Travaux de lutte contre la précarité énergétique | 50 % en OPAH | 40 % en OPAH | 25 % en OPAH |
| | 50 % en diffus | 35 % en diffus | 20 % en protocole « Habiter mieux » |
| | | | 20 % en diffus |
| Autres travaux | 35 % | 35 % | / |

- Les ressources « modestes » correspondent aux ressources comprises entre le plafond « standard » et le plafond « majoré » mentionnés respectivement à l'article 1^{er} et à l'article 2 de l'arrêté du 24 mai 2013, relatif aux plafonds de

ressources applicables à certains bénéficiaires des subventions de l'Anah ;

- Les dossiers « énergie » comprennent les projets de travaux de lutte contre la précarité énergétique (hors priorités habitat très dégradé, lutte contre l'habitat indigne ou autonomie) ;
- Les ménages aux ressources « très modestes prioritaires » sont les ménages dont les ressources sont inférieures ou égales à 50 % des ressources des ménages modestes.

Des conditions plus favorables pourront être appliquées pour les propriétaires à ressources très modestes et modestes dans des cas exceptionnels, dûment argumentés, et après avis de la CLAH.

Règles de gestion

Logements en sortie d'insalubrité ou très dégradés

Un propriétaire ayant acheté ou occupant depuis moins de deux ans un logement en situation de péril, d'insalubrité ou de forte dégradation devra déposer un dossier en avis préalable. La commission locale d'amélioration de l'habitat (CLAH) se réserve le droit d'appliquer un plafond de travaux inférieur à 50 000 € et un taux inférieur à 50% selon la situation.

Durée du conventionnement

Elle est portée de 9 à 12 ans pour les opérations dont la subvention dépasse 20 000€ par logement.

Transformation d'usage

En cas de changement d'usage, la CLAH étudie le dossier pour déterminer l'intérêt économique, social et environnemental. En particulier, elle vérifie que le logement est situé en centre ancien, afin de créer une offre nouvelle en zone tendue ou pour concourir à la maîtrise de l'étalement urbain.

Pour information, le tableau des objectifs des OPAH figure en annexe 1, les grilles des loyers plafonds Anah pratiqués en 2016 sont définies en annexe 2, le plan de contrôle externe 2016 en annexe 3 et la carte des OPAH en cours en 2016 en annexe 4.

VI. Les actions d'animation et de communication

En 2016, l'objectif est de poursuivre les actions de communication pour promouvoir le régime des aides de l'Anah et leurs évolutions, en particulier sur le programme « habiter mieux », les conventions sans travaux et la prime à l'intermédiation locative.

Les actions d'animation et de communication pour le programme « habiter mieux »

Pour relayer les modalités de financement de l'Anah et favoriser la lutte contre la précarité énergétique dans le Calvados, la délégation locale a enclenché des actions d'animation et de communication depuis 2014, qui se sont poursuivies en 2015 et perdureront en 2016 :

- l'organisation de comités techniques « Habiter Mieux » ou de réunions d'informations ;

- la participation à des forums, stands (ex : forum énergie de Cormelles le Royal, foire de Caen), ainsi qu'à des actions de communication menées par des territoires couverts par une OPAH, un POPAC ou par un protocole territorial.

Les actions d'animation concernant la lutte contre l'habitat indigne

Des données actualisées sur les territoires les plus touchés par la présence d'habitat indigne permettront de sensibiliser les acteurs de terrain sur la nécessité de mener des actions territorialisées. L'accent sera mis sur les territoires qui souhaitent signer une convention d'OPAH pour lesquels des situations d'habitat indigne ont été portées à la connaissance du Pôle de lutte contre l'habitat indigne du Calvados.

La communication devra se faire par le biais des opérateurs qui constituent le premier relais de communication.

La délégation locale du Calvados souhaite s'appuyer sur une communication réalisée via le réseau territorial de la DDTM et l'association des maires du Calvados.

Enfin, le site Internet des services de l'Etat du Calvados est régulièrement mis à jour et intègre les nouvelles priorités locales et la carte actualisée des OPAH.

VII. Le plan de contrôle externe 2016

La politique de contrôle avant engagement et avant paiement

Avant engagement et avant paiement, la délégation locale du Calvados, procède au contrôle des dossiers déposés par les propriétaires occupants et les propriétaires bailleurs ainsi qu'au contrôle des conventions sans travaux. Les objectifs de contrôle externe sont définis dans le plan de contrôle externe 2016. (Cf. annexe 3.)

La politique de contrôle a posteriori des conventions sans travaux

La politique de contrôle a posteriori des dossiers déposés par les propriétaires occupants et les propriétaires bailleurs est assurée par le pôle de contrôle des engagements des services centraux de l'agence.

Conformément à l'annexe 4 relative à l'instruction sur le contrôle externe, la délégation locale du Calvados procède à un contrôle des engagements contractés par les bailleurs après validation de leur convention sans travaux, en application du point VI de celle-ci : « Le bailleur s'engage à fournir à tout moment, à la demande de l'agence, toutes les informations et tous les documents nécessaires au plein exercice du contrôle ».

Ce contrôle débute par les conventions validées depuis trois ans révolus. L'objectif 2016 est défini dans le plan de contrôle externe 2016, en annexe III.

La délégation locale du Calvados prévoit en outre la visite des logements avant validation des conventions sans travaux pour constater la surface habitable et l'état des logements loués.

VIII. ANNEXES

Annexe I : Tableau des objectifs des OPAH du Calvados

| Maître d'ouvrage | type | Objectif de réalisation logements (en nb de logts) pour 2016 | | | | | | | |
|-----------------------------------|------|--|-----------------|--------------|------------|------------|-----------------|------------|------------|
| | | PO Indigne | PO Très Dégradé | PO autonomie | PO Énergie | PB Indigne | PB Très Dégradé | PB Dégradé | PB Energie |
| Ville de CAEN | | 1 | 1 | 13 | 33 | 2 | 12 | 7 | 15 |
| CC Bayeux Intercom | | 6 | 9 | 20 | 36 | 2 | 4 | 2 | 7 |
| CC de VIRE | | 2 | 7 | 16 | 37 | 1 | 15 | 1 | 6 |
| Coeur Côte Fleurie | | 2 | 2 | 10 | 30 | 0 | 3 | 0 | 2 |
| CC Pays de Condé et de la Druance | RR | 2 | 2 | 15 | 24 | 0 | 2 | 1 | 2 |

Tableau des réserves de subventions pour les particuliers situés dans les secteurs d'opérations programmées du Calvados

| Maître d'ouvrage de l'opération | Dénomination de l'opération | date de début | date de fin | Montant global de l'engagement Anah | Engagement contractuel pour 2016 | | |
|-----------------------------------|---|---------------|-------------|-------------------------------------|----------------------------------|-----------|-----------|
| | | | | | PO (€) | PB (€) | Total |
| Ville de Caen | OPAH Ville de Caen | Mars. 2012 | Fév. 2017 | 3 050 750 € | 235 500 € | 490 000 € | 725 500 € |
| CC Bayeux Intercom | OPAH Bayeux Intercom | Juil. 2014 | Juin. 2017 | 2 146 003 € | 506 500 € | 185 823 € | 692 323 € |
| CC de Vire | OPAH CC de Vire | Mai 2014 | Mai 2017 | 2 142 700 € | 383 350 € | 293 350 € | 676 700 € |
| Coeur Côte Fleurie | OPAH Coeur Côte Fleurie | Oct 2014 | Oct 2017 | 1 299 526 € | 269 900 € | 73 100 € | 343 000 € |
| CC Pays de Condé et de la Druance | OPAH RR du Pays de Condé et de la Druance | Nov. 2015 | Nov 2018 | 1 119 846 € | 260 000 € | 57 500 € | 317 500 € |

Ces tableaux ne comprennent pas les nouvelles OPAH susceptibles de commencer leur animation en 2016 dont les objectifs et les réserves de subventions ne sont pas encore connus.

Annexe II : Grilles des loyers plafonds Anah pratiqués en 2016

Zone B1 avec travaux – 2016

| Surface | B1 Intermédiaire | | B1 Social | | B1 Très Social | | Surface | B1 Intermédiaire | | B1 Social | | B1 Très social | |
|---------|------------------------|---------------|------------------------|---------------|------------------------|---------------|---------|------------------------|---------------|------------------------|---------------|------------------------|---------------|
| | Prix au m ² | Loyer mensuel | Prix au m ² | Loyer mensuel | Prix au m ² | Loyer mensuel | | Prix au m ² | Loyer mensuel | Prix au m ² | Loyer mensuel | Prix au m ² | Loyer mensuel |
| | 15 | 12,00 | 180,00 | 8,20 | 123,00 | 7,00 | | 105,00 | 83 | 8,99 | 746,17 | 6,02 | 499,66 |
| 16 | 12,00 | 192,00 | 8,20 | 131,20 | 7,00 | 112,00 | 84 | 8,96 | 752,64 | 6,02 | 505,68 | 5,85 | 491,40 |
| 17 | 12,00 | 204,00 | 8,20 | 139,40 | 7,00 | 119,00 | 85 | 8,94 | 759,90 | 6,02 | 511,70 | 5,85 | 497,25 |
| 18 | 12,00 | 216,00 | 8,20 | 147,60 | 7,00 | 126,00 | 86 | 8,91 | 766,26 | 6,02 | 517,72 | 5,85 | 503,10 |
| 19 | 12,00 | 228,00 | 8,20 | 155,80 | 7,00 | 133,00 | 87 | 8,88 | 772,56 | 6,02 | 523,74 | 5,85 | 508,95 |
| 20 | 12,00 | 240,00 | 8,20 | 164,00 | 7,00 | 140,00 | 88 | 8,86 | 779,68 | 6,02 | 529,76 | 5,85 | 514,80 |
| 21 | 12,00 | 252,00 | 8,20 | 172,20 | 7,00 | 147,00 | 89 | 8,83 | 785,87 | 6,02 | 535,78 | 5,85 | 520,65 |
| 22 | 12,00 | 264,00 | 8,20 | 180,40 | 7,00 | 154,00 | 90 | 8,81 | 792,90 | 6,02 | 541,80 | 5,85 | 526,50 |
| 23 | 12,00 | 276,00 | 8,20 | 188,60 | 7,00 | 161,00 | 91 | 8,79 | 799,89 | 6,02 | 547,82 | 5,85 | 532,35 |
| 24 | 12,00 | 288,00 | 8,20 | 196,80 | 7,00 | 168,00 | 92 | 8,77 | 806,84 | 6,02 | 553,84 | 5,85 | 538,20 |
| 25 | 11,70 | 292,50 | 8,20 | 205,00 | 7,00 | 175,00 | 93 | 8,74 | 812,82 | 6,02 | 559,86 | 5,85 | 544,05 |
| 26 | 11,70 | 304,20 | 8,20 | 213,20 | 7,00 | 182,00 | 94 | 8,72 | 819,68 | 6,02 | 565,88 | 5,85 | 549,90 |
| 27 | 11,70 | 315,90 | 8,20 | 221,40 | 7,00 | 189,00 | 95 | 8,70 | 826,50 | 6,02 | 571,90 | 5,85 | 555,75 |
| 28 | 11,70 | 327,60 | 8,20 | 229,60 | 7,00 | 196,00 | 96 | 8,68 | 833,28 | 6,02 | 577,92 | 5,85 | 561,60 |
| 29 | 11,70 | 339,30 | 8,20 | 237,80 | 7,00 | 203,00 | 97 | 8,66 | 840,02 | 6,02 | 583,94 | 5,85 | 567,45 |
| 30 | 11,70 | 351,00 | 8,20 | 246,00 | 7,00 | 210,00 | 98 | 8,64 | 846,72 | 6,02 | 589,96 | 5,85 | 573,30 |
| 31 | 11,70 | 362,70 | 8,20 | 254,20 | 7,00 | 217,00 | 99 | 8,62 | 853,38 | 6,02 | 595,98 | 5,85 | 579,15 |
| 32 | 11,70 | 374,40 | 8,20 | 262,40 | 7,00 | 224,00 | 100 | 8,60 | 860,00 | 6,02 | 602,00 | 5,85 | 585,00 |
| 33 | 11,70 | 386,10 | 8,20 | 270,60 | 7,00 | 231,00 | 101 | 8,58 | 866,58 | 6,02 | 608,02 | 5,85 | 590,85 |
| 34 | 11,70 | 397,80 | 8,20 | 278,80 | 7,00 | 238,00 | 102 | 8,56 | 873,12 | 6,02 | 614,04 | 5,85 | 596,70 |
| 35 | 11,70 | 409,50 | 8,20 | 287,00 | 7,00 | 245,00 | 103 | 8,54 | 879,62 | 6,02 | 620,06 | 5,85 | 602,55 |
| 36 | 11,70 | 421,20 | 8,20 | 295,20 | 7,00 | 252,00 | 104 | 8,53 | 887,12 | 6,02 | 626,08 | 5,85 | 608,40 |
| 37 | 11,70 | 432,90 | 8,20 | 303,40 | 7,00 | 259,00 | 105 | 8,51 | 893,55 | 6,02 | 632,10 | 5,85 | 614,25 |
| 38 | 11,70 | 444,60 | 8,20 | 311,60 | 7,00 | 266,00 | 106 | 8,49 | 899,94 | 6,02 | 638,12 | 5,85 | 620,10 |
| 39 | 11,57 | 451,23 | 8,20 | 319,80 | 7,00 | 273,00 | 107 | 8,48 | 907,36 | 6,02 | 644,14 | 5,85 | 625,95 |
| 40 | 11,45 | 458,00 | 8,20 | 328,00 | 7,00 | 280,00 | 108 | 8,46 | 913,68 | 6,02 | 650,16 | 5,85 | 631,80 |
| 41 | 11,33 | 464,53 | 8,20 | 336,20 | 7,00 | 287,00 | 109 | 8,44 | 919,96 | 6,02 | 656,18 | 5,85 | 637,65 |
| 42 | 11,22 | 471,24 | 8,20 | 344,40 | 7,00 | 294,00 | 110 | 8,43 | 927,30 | 6,02 | 662,20 | 5,85 | 643,50 |
| 43 | 11,12 | 478,16 | 8,20 | 352,60 | 7,00 | 301,00 | 111 | 8,41 | 933,51 | 6,02 | 668,22 | 5,85 | 649,35 |
| 44 | 11,02 | 484,88 | 8,20 | 360,80 | 7,00 | 308,00 | 112 | 8,40 | 940,80 | 6,02 | 674,24 | 5,85 | 655,20 |
| 45 | 10,92 | 491,40 | 8,20 | 369,00 | 7,00 | 315,00 | 113 | 8,38 | 946,94 | 6,02 | 680,26 | 5,85 | 661,05 |
| 46 | 10,83 | 498,18 | 8,20 | 377,20 | 7,00 | 322,00 | 114 | 8,37 | 954,18 | 6,02 | 686,28 | 5,85 | 666,90 |
| 47 | 10,74 | 504,78 | 8,20 | 385,40 | 7,00 | 329,00 | 115 | 8,35 | 960,25 | 6,02 | 692,30 | 5,85 | 672,75 |
| 48 | 10,66 | 511,68 | 8,20 | 393,60 | 7,00 | 336,00 | 116 | 8,34 | 967,44 | 6,02 | 698,32 | 5,85 | 678,60 |
| 49 | 10,58 | 518,42 | 8,20 | 401,80 | 7,00 | 343,00 | 117 | 8,32 | 973,44 | 6,02 | 704,34 | 5,85 | 684,45 |
| 50 | 10,50 | 525,00 | 8,20 | 410,00 | 7,00 | 350,00 | 118 | 8,31 | 980,58 | 6,02 | 710,36 | 5,85 | 690,30 |
| 51 | 10,43 | 531,93 | 8,20 | 418,20 | 7,00 | 357,00 | 119 | 8,30 | 987,70 | 6,02 | 716,38 | 5,85 | 696,15 |
| 52 | 10,35 | 538,20 | 8,20 | 426,40 | 7,00 | 364,00 | 120 | 8,28 | 993,60 | 6,02 | 722,40 | 5,85 | 702,00 |
| 53 | 10,28 | 544,84 | 8,20 | 434,60 | 7,00 | 371,00 | 121 | 8,27 | 1000,67 | 6,02 | 728,42 | 5,85 | 707,85 |
| 54 | 10,22 | 551,88 | 8,20 | 442,80 | 7,00 | 378,00 | 122 | 8,26 | 1007,72 | 6,02 | 734,44 | 5,85 | 713,70 |
| 55 | 10,15 | 558,25 | 8,20 | 451,00 | 7,00 | 385,00 | 123 | 8,24 | 1013,52 | 6,02 | 740,46 | 5,85 | 719,55 |
| 56 | 10,09 | 565,04 | 8,20 | 459,20 | 7,00 | 392,00 | 124 | 8,23 | 1020,52 | 6,02 | 746,48 | 5,85 | 725,40 |
| 57 | 10,03 | 571,71 | 8,20 | 467,40 | 7,00 | 399,00 | 125 | 8,22 | 1027,50 | 6,02 | 752,50 | 5,85 | 731,25 |
| 58 | 9,98 | 578,84 | 8,20 | 475,60 | 7,00 | 406,00 | 126 | 8,21 | 1034,46 | 6,02 | 758,52 | 5,85 | 737,10 |
| 59 | 9,92 | 585,28 | 8,20 | 483,80 | 7,00 | 413,00 | 127 | 8,20 | 1041,40 | 6,02 | 764,54 | 5,85 | 742,95 |
| 60 | 9,87 | 592,20 | 8,20 | 492,00 | 7,00 | 420,00 | 128 | 8,18 | 1047,04 | 6,02 | 770,56 | 5,85 | 748,80 |
| 61 | 9,81 | 598,41 | 8,20 | 500,20 | 7,00 | 427,00 | 129 | 8,17 | 1053,93 | 6,02 | 776,58 | 5,85 | 754,65 |
| 62 | 9,76 | 605,12 | 8,20 | 508,40 | 7,00 | 434,00 | 130 | 8,16 | 1060,80 | 6,02 | 782,60 | 5,85 | 760,50 |
| 63 | 9,72 | 612,36 | 8,20 | 516,60 | 7,00 | 441,00 | 131 | 8,15 | 1067,65 | 6,02 | 788,62 | 5,85 | 766,35 |
| 64 | 9,67 | 618,88 | 8,20 | 524,80 | 7,00 | 448,00 | 132 | 8,14 | 1074,48 | 6,02 | 794,64 | 5,85 | 772,20 |
| 65 | 9,62 | 625,30 | 6,02 | 391,30 | 5,85 | 380,25 | 133 | 8,13 | 1081,29 | 6,02 | 800,66 | 5,85 | 778,05 |
| 66 | 9,58 | 632,28 | 6,02 | 397,32 | 5,85 | 386,10 | 134 | 8,12 | 1088,08 | 6,02 | 806,68 | 5,85 | 783,90 |
| 67 | 9,54 | 639,18 | 6,02 | 403,34 | 5,85 | 391,95 | 135 | 8,11 | 1094,85 | 6,02 | 812,70 | 5,85 | 789,75 |
| 68 | 9,49 | 645,32 | 6,02 | 409,36 | 5,85 | 397,80 | 136 | 8,10 | 1101,60 | 6,02 | 818,72 | 5,85 | 795,60 |
| 69 | 9,45 | 652,05 | 6,02 | 415,38 | 5,85 | 403,65 | 137 | 8,09 | 1108,33 | 6,02 | 824,74 | 5,85 | 801,45 |
| 70 | 9,41 | 658,70 | 6,02 | 421,40 | 5,85 | 409,50 | 138 | 8,08 | 1115,04 | 6,02 | 830,76 | 5,85 | 807,30 |
| 71 | 9,38 | 665,98 | 6,02 | 427,42 | 5,85 | 415,35 | 139 | 8,07 | 1121,73 | 6,02 | 836,78 | 5,85 | 813,15 |
| 72 | 9,34 | 672,48 | 6,02 | 433,44 | 5,85 | 421,20 | 140 | 8,06 | 1128,40 | 6,02 | 842,80 | 5,85 | 819,00 |
| 73 | 9,30 | 678,90 | 6,02 | 439,46 | 5,85 | 427,05 | 141 | 8,05 | 1135,05 | 6,02 | 848,82 | 5,85 | 824,85 |
| 74 | 9,27 | 685,98 | 6,02 | 445,48 | 5,85 | 432,90 | 142 | 8,04 | 1141,68 | 6,02 | 854,84 | 5,85 | 830,70 |
| 75 | 9,23 | 692,25 | 6,02 | 451,50 | 5,85 | 438,75 | 143 | 8,03 | 1148,29 | 6,02 | 860,86 | 5,85 | 836,55 |
| 76 | 9,20 | 699,20 | 6,02 | 457,52 | 5,85 | 444,60 | 144 | 8,02 | 1154,88 | 6,02 | 866,88 | 5,85 | 842,40 |
| 77 | 9,17 | 706,09 | 6,02 | 463,54 | 5,85 | 450,45 | 145 | 8,01 | 1161,45 | 6,02 | 872,90 | 5,85 | 848,25 |
| 78 | 9,14 | 712,92 | 6,02 | 469,56 | 5,85 | 456,30 | 146 | 8,00 | 1168,00 | 6,02 | 878,92 | 5,85 | 854,10 |
| 79 | 9,11 | 719,69 | 6,02 | 475,58 | 5,85 | 462,15 | 147 | 7,99 | 1174,53 | 6,02 | 884,94 | 5,85 | 859,95 |
| 80 | 9,08 | 726,40 | 6,02 | 481,60 | 5,85 | 468,00 | 148 | 7,98 | 1181,04 | 6,02 | 890,96 | 5,85 | 865,80 |
| 81 | 9,05 | 733,05 | 6,02 | 487,62 | 5,85 | 473,85 | 149 | 7,98 | 1189,02 | 6,02 | 896,98 | 5,85 | 871,65 |
| 82 | 9,02 | 739,64 | 6,02 | 493,64 | 5,85 | 479,70 | 150 | 7,97 | 1195,50 | 6,02 | 903,00 | 5,85 | 877,50 |

Zone B2 avec travaux – 2016

| Surface | B2 | | B2 | | B2 | | Surface | B2 | | B2 | | B2 | |
|---------|------------------------|---------------|------------------------|---------------|------------------------|---------------|---------|------------------------|---------------|------------------------|---------------|------------------------|---------------|
| | Intermédiaire | | Social | | Très Social | | | Intermédiaire | | Social | | Très social | |
| | Prix au m ² | Loyer mensuel | Prix au m ² | Loyer mensuel | Prix au m ² | Loyer mensuel | | Prix au m ² | Loyer mensuel | Prix au m ² | Loyer mensuel | Prix au m ² | Loyer mensuel |
| 15 | 10,42 | 156,30 | 8,20 | 123,00 | 7,00 | 105,00 | 83 | 7,57 | 628,31 | 6,02 | 499,66 | 5,85 | 485,55 |
| 16 | 10,42 | 166,72 | 8,20 | 131,20 | 7,00 | 112,00 | 84 | 7,55 | 634,20 | 6,02 | 505,68 | 5,85 | 491,40 |
| 17 | 10,42 | 177,14 | 8,20 | 139,40 | 7,00 | 119,00 | 85 | 7,53 | 640,05 | 6,02 | 511,70 | 5,85 | 497,25 |
| 18 | 10,42 | 187,56 | 8,20 | 147,60 | 7,00 | 126,00 | 86 | 7,51 | 645,86 | 6,02 | 517,72 | 5,85 | 503,10 |
| 19 | 10,42 | 197,98 | 8,20 | 155,80 | 7,00 | 133,00 | 87 | 7,48 | 650,76 | 6,02 | 523,74 | 5,85 | 508,95 |
| 20 | 10,42 | 208,40 | 8,20 | 164,00 | 7,00 | 140,00 | 88 | 7,46 | 656,48 | 6,02 | 529,76 | 5,85 | 514,80 |
| 21 | 10,42 | 218,82 | 8,20 | 172,20 | 7,00 | 147,00 | 89 | 7,44 | 662,16 | 6,02 | 535,78 | 5,85 | 520,65 |
| 22 | 10,42 | 229,24 | 8,20 | 180,40 | 7,00 | 154,00 | 90 | 7,43 | 668,70 | 6,02 | 541,80 | 5,85 | 526,50 |
| 23 | 10,42 | 239,66 | 8,20 | 188,60 | 7,00 | 161,00 | 91 | 7,41 | 674,31 | 6,02 | 547,82 | 5,85 | 532,35 |
| 24 | 10,42 | 250,08 | 8,20 | 196,80 | 7,00 | 168,00 | 92 | 7,39 | 679,88 | 6,02 | 553,84 | 5,85 | 538,20 |
| 25 | 10,42 | 260,50 | 8,20 | 205,00 | 7,00 | 175,00 | 93 | 7,37 | 685,41 | 6,02 | 559,86 | 5,85 | 544,05 |
| 26 | 10,42 | 270,92 | 8,20 | 213,20 | 7,00 | 182,00 | 94 | 7,35 | 690,90 | 6,02 | 565,88 | 5,85 | 549,90 |
| 27 | 10,42 | 281,34 | 8,20 | 221,40 | 7,00 | 189,00 | 95 | 7,34 | 697,30 | 6,02 | 571,90 | 5,85 | 555,75 |
| 28 | 10,42 | 291,76 | 8,20 | 229,60 | 7,00 | 196,00 | 96 | 7,32 | 702,72 | 6,02 | 577,92 | 5,85 | 561,60 |
| 29 | 10,42 | 302,18 | 8,20 | 237,80 | 7,00 | 203,00 | 97 | 7,30 | 708,10 | 6,02 | 583,94 | 5,85 | 567,45 |
| 30 | 10,42 | 312,60 | 8,20 | 246,00 | 7,00 | 210,00 | 98 | 7,29 | 714,42 | 6,02 | 589,96 | 5,85 | 573,30 |
| 31 | 10,42 | 323,02 | 8,20 | 254,20 | 7,00 | 217,00 | 99 | 7,27 | 719,73 | 6,02 | 595,98 | 5,85 | 579,15 |
| 32 | 10,42 | 333,44 | 8,20 | 262,40 | 7,00 | 224,00 | 100 | 7,25 | 725,00 | 6,02 | 602,00 | 5,85 | 585,00 |
| 33 | 10,42 | 343,86 | 8,20 | 270,60 | 7,00 | 231,00 | 101 | 7,24 | 731,24 | 6,02 | 608,02 | 5,85 | 590,85 |
| 34 | 10,42 | 354,28 | 8,20 | 278,80 | 7,00 | 238,00 | 102 | 7,22 | 736,44 | 6,02 | 614,04 | 5,85 | 596,70 |
| 35 | 10,13 | 354,55 | 8,20 | 287,00 | 7,00 | 245,00 | 103 | 7,21 | 742,63 | 6,02 | 620,06 | 5,85 | 602,55 |
| 36 | 10,01 | 360,36 | 8,20 | 295,20 | 7,00 | 252,00 | 104 | 7,19 | 747,76 | 6,02 | 626,08 | 5,85 | 608,40 |
| 37 | 9,89 | 365,93 | 8,20 | 303,40 | 7,00 | 259,00 | 105 | 7,18 | 753,90 | 6,02 | 632,10 | 5,85 | 614,25 |
| 38 | 9,78 | 371,64 | 8,20 | 311,60 | 7,00 | 266,00 | 106 | 7,17 | 760,02 | 6,02 | 638,12 | 5,85 | 620,10 |
| 39 | 9,68 | 377,52 | 8,20 | 319,80 | 7,00 | 273,00 | 107 | 7,15 | 765,05 | 6,02 | 644,14 | 5,85 | 625,95 |
| 40 | 9,58 | 383,20 | 8,20 | 328,00 | 7,00 | 280,00 | 108 | 7,14 | 771,12 | 6,02 | 650,16 | 5,85 | 631,80 |
| 41 | 9,48 | 388,68 | 8,20 | 336,20 | 7,00 | 287,00 | 109 | 7,13 | 777,17 | 6,02 | 656,18 | 5,85 | 637,65 |
| 42 | 9,39 | 394,38 | 8,20 | 344,40 | 7,00 | 294,00 | 110 | 7,11 | 782,10 | 6,02 | 662,20 | 5,85 | 643,50 |
| 43 | 9,31 | 400,33 | 8,20 | 352,60 | 7,00 | 301,00 | 111 | 7,10 | 788,10 | 6,02 | 668,22 | 5,85 | 649,35 |
| 44 | 9,22 | 405,68 | 8,20 | 360,80 | 7,00 | 308,00 | 112 | 7,09 | 794,08 | 6,02 | 674,24 | 5,85 | 655,20 |
| 45 | 9,15 | 411,75 | 8,20 | 369,00 | 7,00 | 315,00 | 113 | 7,08 | 800,04 | 6,02 | 680,26 | 5,85 | 661,05 |
| 46 | 9,07 | 417,22 | 8,20 | 377,20 | 7,00 | 322,00 | 114 | 7,06 | 804,84 | 6,02 | 686,28 | 5,85 | 666,90 |
| 47 | 9,00 | 423,00 | 8,20 | 385,40 | 7,00 | 329,00 | 115 | 7,05 | 810,75 | 6,02 | 692,30 | 5,85 | 672,75 |
| 48 | 8,93 | 428,64 | 8,20 | 393,60 | 7,00 | 336,00 | 116 | 7,04 | 816,64 | 6,02 | 698,32 | 5,85 | 678,60 |
| 49 | 8,87 | 434,63 | 8,20 | 401,80 | 7,00 | 343,00 | 117 | 7,03 | 822,51 | 6,02 | 704,34 | 5,85 | 684,45 |
| 50 | 8,80 | 440,00 | 8,20 | 410,00 | 7,00 | 350,00 | 118 | 7,02 | 828,36 | 6,02 | 710,36 | 5,85 | 690,30 |
| 51 | 8,74 | 445,74 | 8,20 | 418,20 | 7,00 | 357,00 | 119 | 7,01 | 834,19 | 6,02 | 716,38 | 5,85 | 696,15 |
| 52 | 8,68 | 451,36 | 8,20 | 426,40 | 7,00 | 364,00 | 120 | 7,00 | 840,00 | 6,02 | 722,40 | 5,85 | 702,00 |
| 53 | 8,63 | 457,39 | 8,20 | 434,60 | 7,00 | 371,00 | 121 | 6,98 | 844,58 | 6,02 | 728,42 | 5,85 | 707,85 |
| 54 | 8,57 | 462,78 | 8,20 | 442,80 | 7,00 | 378,00 | 122 | 6,97 | 850,34 | 6,02 | 734,44 | 5,85 | 713,70 |
| 55 | 8,52 | 468,60 | 8,20 | 451,00 | 7,00 | 385,00 | 123 | 6,96 | 856,08 | 6,02 | 740,46 | 5,85 | 719,55 |
| 56 | 8,47 | 474,32 | 8,20 | 459,20 | 7,00 | 392,00 | 124 | 6,95 | 861,80 | 6,02 | 746,48 | 5,85 | 725,40 |
| 57 | 8,42 | 479,94 | 8,20 | 467,40 | 7,00 | 399,00 | 125 | 6,94 | 867,50 | 6,02 | 752,50 | 5,85 | 731,25 |
| 58 | 8,37 | 485,46 | 8,20 | 475,60 | 7,00 | 406,00 | 126 | 6,93 | 873,18 | 6,02 | 758,52 | 5,85 | 737,10 |
| 59 | 8,33 | 491,47 | 8,20 | 483,80 | 7,00 | 413,00 | 127 | 6,92 | 878,84 | 6,02 | 764,54 | 5,85 | 742,95 |
| 60 | 8,29 | 497,40 | 8,20 | 492,00 | 7,00 | 420,00 | 128 | 6,91 | 884,48 | 6,02 | 770,56 | 5,85 | 748,80 |
| 61 | 8,24 | 502,64 | 8,20 | 500,20 | 7,00 | 427,00 | 129 | 6,91 | 891,39 | 6,02 | 776,58 | 5,85 | 754,65 |
| 62 | 8,20 | 508,40 | 8,20 | 508,40 | 7,00 | 434,00 | 130 | 6,90 | 897,00 | 6,02 | 782,60 | 5,85 | 760,50 |
| 63 | 8,16 | 514,08 | 8,20 | 516,60 | 7,00 | 441,00 | 131 | 6,89 | 902,59 | 6,02 | 788,62 | 5,85 | 766,35 |
| 64 | 8,12 | 519,68 | 8,20 | 524,80 | 7,00 | 448,00 | 132 | 6,88 | 908,16 | 6,02 | 794,64 | 5,85 | 772,20 |
| 65 | 8,09 | 525,85 | 6,02 | 391,30 | 5,85 | 380,25 | 133 | 6,87 | 913,71 | 6,02 | 800,66 | 5,85 | 778,05 |
| 66 | 8,05 | 531,30 | 6,02 | 397,32 | 5,85 | 386,10 | 134 | 6,86 | 919,24 | 6,02 | 806,68 | 5,85 | 783,90 |
| 67 | 8,02 | 537,34 | 6,02 | 403,34 | 5,85 | 391,95 | 135 | 6,85 | 924,75 | 6,02 | 812,70 | 5,85 | 789,75 |
| 68 | 7,98 | 542,64 | 6,02 | 409,36 | 5,85 | 397,80 | 136 | 6,84 | 930,24 | 6,02 | 818,72 | 5,85 | 795,60 |
| 69 | 7,95 | 548,55 | 6,02 | 415,38 | 5,85 | 403,65 | 137 | 6,84 | 937,08 | 6,02 | 824,74 | 5,85 | 801,45 |
| 70 | 7,92 | 554,40 | 6,02 | 421,40 | 5,85 | 409,50 | 138 | 6,83 | 942,54 | 6,02 | 830,76 | 5,85 | 807,30 |
| 71 | 7,89 | 560,19 | 6,02 | 427,42 | 5,85 | 415,35 | 139 | 6,82 | 947,98 | 6,02 | 836,78 | 5,85 | 813,15 |
| 72 | 7,86 | 565,92 | 6,02 | 433,44 | 5,85 | 421,20 | 140 | 6,81 | 953,40 | 6,02 | 842,80 | 5,85 | 819,00 |
| 73 | 7,83 | 571,59 | 6,02 | 439,46 | 5,85 | 427,05 | 141 | 6,80 | 958,80 | 6,02 | 848,82 | 5,85 | 824,85 |
| 74 | 7,80 | 577,20 | 6,02 | 445,48 | 5,85 | 432,90 | 142 | 6,80 | 965,60 | 6,02 | 854,84 | 5,85 | 830,70 |
| 75 | 7,77 | 582,75 | 6,02 | 451,50 | 5,85 | 438,75 | 143 | 6,79 | 970,97 | 6,02 | 860,86 | 5,85 | 836,55 |
| 76 | 7,74 | 588,24 | 6,02 | 457,52 | 5,85 | 444,60 | 144 | 6,78 | 976,32 | 6,02 | 866,88 | 5,85 | 842,40 |
| 77 | 7,72 | 594,44 | 6,02 | 463,54 | 5,85 | 450,45 | 145 | 6,77 | 981,65 | 6,02 | 872,90 | 5,85 | 848,25 |
| 78 | 7,69 | 599,82 | 6,02 | 469,56 | 5,85 | 456,30 | 146 | 6,77 | 988,42 | 6,02 | 878,92 | 5,85 | 854,10 |
| 79 | 7,67 | 605,93 | 6,02 | 475,58 | 5,85 | 462,15 | 147 | 6,76 | 993,72 | 6,02 | 884,94 | 5,85 | 859,95 |
| 80 | 7,64 | 611,20 | 6,02 | 481,60 | 5,85 | 468,00 | 148 | 6,75 | 999,00 | 6,02 | 890,96 | 5,85 | 865,80 |
| 81 | 7,62 | 617,22 | 6,02 | 487,62 | 5,85 | 473,85 | 149 | 6,74 | 1004,26 | 6,02 | 896,98 | 5,85 | 871,65 |
| 82 | 7,59 | 622,38 | 6,02 | 493,64 | 5,85 | 479,70 | 150 | 6,74 | 1011,00 | 6,02 | 903,00 | 5,85 | 877,50 |

Zone C avec travaux – 2016

| Surface | CP Intermédiaire | | CP Social | | CP Très Social | | Surface | CP Intermédiaire | | CP Social | | CP Très Social | |
|---------|------------------|---------------|------------|---------------|----------------|---------------|---------|------------------|---------------|------------|---------------|----------------|---------------|
| | Prix au m² | Loyer mensuel | Prix au m² | Loyer mensuel | Prix au m² | Loyer mensuel | | Prix au m² | Loyer mensuel | Prix au m² | Loyer mensuel | Prix au m² | Loyer mensuel |
| 15 | 9,00 | 135,00 | 6,39 | 95,85 | 5,78 | 86,70 | 83 | 5,95 | 493,85 | 5,40 | 448,20 | 5,21 | 432,43 |
| 16 | 9,00 | 144,00 | 6,39 | 102,24 | 5,78 | 92,48 | 84 | 5,95 | 499,80 | 5,40 | 453,60 | 5,21 | 437,64 |
| 17 | 9,00 | 153,00 | 6,39 | 108,63 | 5,78 | 98,26 | 85 | 5,95 | 505,75 | 5,40 | 459,00 | 5,21 | 442,85 |
| 18 | 9,00 | 162,00 | 6,39 | 115,02 | 5,78 | 104,04 | 86 | 5,95 | 511,70 | 5,40 | 464,40 | 5,21 | 448,06 |
| 19 | 9,00 | 171,00 | 6,39 | 121,41 | 5,78 | 109,82 | 87 | 5,95 | 517,65 | 5,40 | 469,80 | 5,21 | 453,27 |
| 20 | 9,00 | 180,00 | 6,39 | 127,80 | 5,78 | 115,60 | 88 | 5,95 | 523,60 | 5,40 | 475,20 | 5,21 | 458,48 |
| 21 | 9,00 | 189,00 | 6,39 | 134,19 | 5,78 | 121,38 | 89 | 5,95 | 529,55 | 5,40 | 480,60 | 5,21 | 463,69 |
| 22 | 9,00 | 198,00 | 6,39 | 140,58 | 5,78 | 127,16 | 90 | 5,95 | 535,50 | 5,40 | 486,00 | 5,21 | 468,90 |
| 23 | 9,00 | 207,00 | 6,39 | 146,97 | 5,78 | 132,94 | 91 | 5,95 | 541,45 | 5,40 | 491,40 | 5,21 | 474,11 |
| 24 | 9,00 | 216,00 | 6,39 | 153,36 | 5,78 | 138,72 | 92 | 5,95 | 547,40 | 5,40 | 496,80 | 5,21 | 479,32 |
| 25 | 8,76 | 219,00 | 6,39 | 159,75 | 5,78 | 144,50 | 93 | 5,95 | 553,35 | 5,40 | 502,20 | 5,21 | 484,53 |
| 26 | 8,58 | 223,08 | 6,39 | 166,14 | 5,78 | 150,28 | 94 | 5,95 | 559,30 | 5,40 | 507,60 | 5,21 | 489,74 |
| 27 | 8,42 | 227,34 | 6,39 | 172,53 | 5,78 | 156,06 | 95 | 5,95 | 565,25 | 5,40 | 513,00 | 5,21 | 494,95 |
| 28 | 8,27 | 231,56 | 6,39 | 178,92 | 5,78 | 161,84 | 96 | 5,95 | 571,20 | 5,40 | 518,40 | 5,21 | 500,16 |
| 29 | 8,13 | 235,77 | 6,39 | 185,31 | 5,78 | 167,62 | 97 | 5,95 | 577,15 | 5,40 | 523,80 | 5,21 | 505,37 |
| 30 | 8,00 | 240,00 | 6,39 | 191,70 | 5,78 | 173,40 | 98 | 5,95 | 583,10 | 5,40 | 529,20 | 5,21 | 510,58 |
| 31 | 7,88 | 244,28 | 6,39 | 198,09 | 5,78 | 179,18 | 99 | 5,95 | 589,05 | 5,40 | 534,60 | 5,21 | 515,79 |
| 32 | 7,76 | 248,32 | 6,39 | 204,48 | 5,78 | 184,96 | 100 | 5,95 | 595,00 | 5,40 | 540,00 | 5,21 | 521,00 |
| 33 | 7,65 | 252,45 | 6,39 | 210,87 | 5,78 | 190,74 | 101 | 5,95 | 600,95 | 5,40 | 545,40 | 5,21 | 526,21 |
| 34 | 7,55 | 256,70 | 6,39 | 217,26 | 5,78 | 196,52 | 102 | 5,95 | 606,90 | 5,40 | 550,80 | 5,21 | 531,42 |
| 35 | 7,46 | 261,10 | 6,39 | 223,65 | 5,78 | 202,30 | 103 | 5,95 | 612,85 | 5,40 | 556,20 | 5,21 | 536,63 |
| 36 | 7,37 | 265,32 | 6,39 | 230,04 | 5,78 | 208,08 | 104 | 5,95 | 618,80 | 5,40 | 561,60 | 5,21 | 541,84 |
| 37 | 7,28 | 269,36 | 6,39 | 236,43 | 5,78 | 213,86 | 105 | 5,95 | 624,75 | 5,40 | 567,00 | 5,21 | 547,05 |
| 38 | 7,20 | 273,60 | 6,39 | 242,82 | 5,78 | 219,64 | 106 | 5,95 | 630,70 | 5,40 | 572,40 | 5,21 | 552,26 |
| 39 | 7,12 | 277,68 | 6,39 | 249,21 | 5,78 | 225,42 | 107 | 5,95 | 636,65 | 5,40 | 577,80 | 5,21 | 557,47 |
| 40 | 7,05 | 282,00 | 6,39 | 255,60 | 5,78 | 231,20 | 108 | 5,95 | 642,60 | 5,40 | 583,20 | 5,21 | 562,68 |
| 41 | 6,98 | 286,18 | 6,39 | 261,99 | 5,78 | 236,98 | 109 | 5,95 | 648,55 | 5,40 | 588,60 | 5,21 | 567,89 |
| 42 | 6,91 | 290,22 | 6,39 | 268,38 | 5,78 | 242,76 | 110 | 5,95 | 654,50 | 5,40 | 594,00 | 5,21 | 573,10 |
| 43 | 6,85 | 294,55 | 6,39 | 274,77 | 5,78 | 248,54 | 111 | 5,95 | 660,45 | 5,40 | 599,40 | 5,21 | 578,31 |
| 44 | 6,79 | 298,76 | 6,39 | 281,16 | 5,78 | 254,32 | 112 | 5,95 | 666,40 | 5,40 | 604,80 | 5,21 | 583,52 |
| 45 | 6,73 | 302,85 | 6,39 | 287,55 | 5,78 | 260,10 | 113 | 5,95 | 672,35 | 5,40 | 610,20 | 5,21 | 588,73 |
| 46 | 6,68 | 307,28 | 6,39 | 293,94 | 5,78 | 265,88 | 114 | 5,95 | 678,30 | 5,40 | 615,60 | 5,21 | 593,94 |
| 47 | 6,63 | 311,61 | 6,39 | 300,33 | 5,78 | 271,66 | 115 | 5,95 | 684,25 | 5,40 | 621,00 | 5,21 | 599,15 |
| 48 | 6,58 | 315,84 | 6,39 | 306,72 | 5,78 | 277,44 | 116 | 5,95 | 690,20 | 5,40 | 626,40 | 5,21 | 604,36 |
| 49 | 6,53 | 319,97 | 6,39 | 313,11 | 5,78 | 283,22 | 117 | 5,95 | 696,15 | 5,40 | 631,80 | 5,21 | 609,57 |
| 50 | 6,48 | 324,00 | 6,39 | 319,50 | 5,78 | 289,00 | 118 | 5,95 | 702,10 | 5,40 | 637,20 | 5,21 | 614,78 |
| 51 | 6,44 | 328,44 | 6,39 | 325,89 | 5,78 | 294,78 | 119 | 5,95 | 708,05 | 5,40 | 642,60 | 5,21 | 619,99 |
| 52 | 6,39 | 332,28 | 6,39 | 332,28 | 5,78 | 300,56 | 120 | 5,95 | 714,00 | 5,40 | 648,00 | 5,21 | 625,20 |
| 53 | 6,35 | 336,55 | 6,39 | 338,67 | 5,78 | 306,34 | 121 | 5,95 | 719,95 | 5,40 | 653,40 | 5,21 | 630,41 |
| 54 | 6,31 | 340,74 | 6,39 | 345,06 | 5,78 | 312,12 | 122 | 5,95 | 725,90 | 5,40 | 658,80 | 5,21 | 635,62 |
| 55 | 6,27 | 344,85 | 6,39 | 351,45 | 5,78 | 317,90 | 123 | 5,95 | 731,85 | 5,40 | 664,20 | 5,21 | 640,83 |
| 56 | 6,24 | 349,44 | 6,39 | 357,84 | 5,78 | 323,68 | 124 | 5,95 | 737,80 | 5,40 | 669,60 | 5,21 | 646,04 |
| 57 | 6,20 | 353,40 | 6,39 | 364,23 | 5,78 | 329,46 | 125 | 5,95 | 743,75 | 5,40 | 675,00 | 5,21 | 651,25 |
| 58 | 6,17 | 357,86 | 6,39 | 370,62 | 5,78 | 335,24 | 126 | 5,95 | 749,70 | 5,40 | 680,40 | 5,21 | 656,46 |
| 59 | 6,13 | 361,67 | 6,39 | 377,01 | 5,78 | 341,02 | 127 | 5,95 | 755,65 | 5,40 | 685,80 | 5,21 | 661,67 |
| 60 | 6,10 | 366,00 | 6,39 | 383,40 | 5,78 | 346,80 | 128 | 5,95 | 761,60 | 5,40 | 691,20 | 5,21 | 666,88 |
| 61 | 6,07 | 370,27 | 6,39 | 389,79 | 5,78 | 352,58 | 129 | 5,95 | 767,55 | 5,40 | 696,60 | 5,21 | 672,09 |
| 62 | 6,04 | 374,48 | 6,39 | 396,18 | 5,78 | 358,36 | 130 | 5,95 | 773,50 | 5,40 | 702,00 | 5,21 | 677,30 |
| 63 | 6,01 | 378,63 | 6,39 | 402,57 | 5,78 | 364,14 | 131 | 5,95 | 779,45 | 5,40 | 707,40 | 5,21 | 682,51 |
| 64 | 5,98 | 382,72 | 6,39 | 408,96 | 5,78 | 369,92 | 132 | 5,95 | 785,40 | 5,40 | 712,80 | 5,21 | 687,72 |
| 65 | 5,95 | 386,75 | 5,40 | 351,00 | 5,21 | 338,65 | 133 | 5,95 | 791,35 | 5,40 | 718,20 | 5,21 | 692,93 |
| 66 | 5,95 | 392,70 | 5,40 | 356,40 | 5,21 | 343,86 | 134 | 5,95 | 797,30 | 5,40 | 723,60 | 5,21 | 698,14 |
| 67 | 5,95 | 398,65 | 5,40 | 361,80 | 5,21 | 349,07 | 135 | 5,95 | 803,25 | 5,40 | 729,00 | 5,21 | 703,35 |
| 68 | 5,95 | 404,60 | 5,40 | 367,20 | 5,21 | 354,28 | 136 | 5,95 | 809,20 | 5,40 | 734,40 | 5,21 | 708,56 |
| 69 | 5,95 | 410,55 | 5,40 | 372,60 | 5,21 | 359,49 | 137 | 5,95 | 815,15 | 5,40 | 739,80 | 5,21 | 713,77 |
| 70 | 5,95 | 416,50 | 5,40 | 378,00 | 5,21 | 364,70 | 138 | 5,95 | 821,10 | 5,40 | 745,20 | 5,21 | 718,98 |
| 71 | 5,95 | 422,45 | 5,40 | 383,40 | 5,21 | 369,91 | 139 | 5,95 | 827,05 | 5,40 | 750,60 | 5,21 | 724,19 |
| 72 | 5,95 | 428,40 | 5,40 | 388,80 | 5,21 | 375,12 | 140 | 5,95 | 833,00 | 5,40 | 756,00 | 5,21 | 729,40 |
| 73 | 5,95 | 434,35 | 5,40 | 394,20 | 5,21 | 380,33 | 141 | 5,95 | 838,95 | 5,40 | 761,40 | 5,21 | 734,61 |
| 74 | 5,95 | 440,30 | 5,40 | 399,60 | 5,21 | 385,54 | 142 | 5,95 | 844,90 | 5,40 | 766,80 | 5,21 | 739,82 |
| 75 | 5,95 | 446,25 | 5,40 | 405,00 | 5,21 | 390,75 | 143 | 5,95 | 850,85 | 5,40 | 772,20 | 5,21 | 745,03 |
| 76 | 5,95 | 452,20 | 5,40 | 410,40 | 5,21 | 395,96 | 144 | 5,95 | 856,80 | 5,40 | 777,60 | 5,21 | 750,24 |
| 77 | 5,95 | 458,15 | 5,40 | 415,80 | 5,21 | 401,17 | 145 | 5,95 | 862,75 | 5,40 | 783,00 | 5,21 | 755,45 |
| 78 | 5,95 | 464,10 | 5,40 | 421,20 | 5,21 | 406,38 | 146 | 5,95 | 868,70 | 5,40 | 788,40 | 5,21 | 760,66 |
| 79 | 5,95 | 470,05 | 5,40 | 426,60 | 5,21 | 411,59 | 147 | 5,95 | 874,65 | 5,40 | 793,80 | 5,21 | 765,87 |
| 80 | 5,95 | 476,00 | 5,40 | 432,00 | 5,21 | 416,80 | 148 | 5,95 | 880,60 | 5,40 | 799,20 | 5,21 | 771,08 |
| 81 | 5,95 | 481,95 | 5,40 | 437,40 | 5,21 | 422,01 | 149 | 5,95 | 886,55 | 5,40 | 804,60 | 5,21 | 776,29 |
| 82 | 5,95 | 487,90 | 5,40 | 442,80 | 5,21 | 427,22 | 150 | 5,95 | 892,50 | 5,40 | 810,00 | 5,21 | 781,50 |

Grille Loyer intermédiaire sans travaux 2016

| Surface | B1 | | B2 | |
|---------|------------------------|---------------|------------------------|---------------|
| | Prix au m ² | Loyer mensuel | Prix au m ² | Loyer mensuel |
| 15 | 12,00 | 180,00 | 10,42 | 156,30 |
| 16 | 12,00 | 192,00 | 10,42 | 166,72 |
| 17 | 12,00 | 204,00 | 10,42 | 177,14 |
| 18 | 12,00 | 216,00 | 10,42 | 187,56 |
| 19 | 12,00 | 228,00 | 10,42 | 197,98 |
| 20 | 12,00 | 240,00 | 10,42 | 208,40 |
| 21 | 12,00 | 252,00 | 10,42 | 218,82 |
| 22 | 12,00 | 264,00 | 10,42 | 229,24 |
| 23 | 12,00 | 276,00 | 10,42 | 239,66 |
| 24 | 12,00 | 288,00 | 10,42 | 250,08 |
| 25 | 12,00 | 300,00 | 10,42 | 260,50 |
| 26 | 12,00 | 312,00 | 10,42 | 270,92 |
| 27 | 12,00 | 324,00 | 10,42 | 281,34 |
| 28 | 12,00 | 336,00 | 10,42 | 291,76 |
| 29 | 12,00 | 348,00 | 10,42 | 302,18 |
| 30 | 12,00 | 360,00 | 10,42 | 312,60 |
| 31 | 12,00 | 372,00 | 10,42 | 323,02 |
| 32 | 12,00 | 384,00 | 10,42 | 333,44 |
| 33 | 12,00 | 396,00 | 10,42 | 343,86 |
| 34 | 12,00 | 408,00 | 10,42 | 354,28 |
| 35 | 12,00 | 420,00 | 10,42 | 364,70 |
| 36 | 12,00 | 432,00 | 10,42 | 375,12 |
| 37 | 12,00 | 444,00 | 10,42 | 385,54 |
| 38 | 11,94 | 453,72 | 10,32 | 392,16 |
| 39 | 11,75 | 458,25 | 10,21 | 398,19 |
| 40 | 11,52 | 460,80 | 10,11 | 404,40 |
| 41 | 11,29 | 462,89 | 10,01 | 410,41 |
| 42 | 11,06 | 464,82 | 9,91 | 416,22 |
| 43 | 10,85 | 466,65 | 9,82 | 422,26 |
| 44 | 10,64 | 468,16 | 9,62 | 423,28 |
| 45 | 10,44 | 469,80 | 9,54 | 429,30 |
| 46 | 10,24 | 471,04 | 9,47 | 435,62 |
| 47 | 10,05 | 472,35 | 9,40 | 441,80 |
| 48 | 9,86 | 473,28 | 9,33 | 447,84 |
| 49 | 9,68 | 474,32 | 9,26 | 453,74 |
| 50 | 9,64 | 482,00 | 9,19 | 459,50 |
| 51 | 9,60 | 489,60 | 9,13 | 465,63 |
| 52 | 9,54 | 496,08 | 9,07 | 471,64 |
| 53 | 9,47 | 501,91 | 9,01 | 477,53 |
| 54 | 9,41 | 508,14 | 8,95 | 483,30 |
| 55 | 9,36 | 514,80 | 8,90 | 489,50 |
| 56 | 9,30 | 520,80 | 8,84 | 495,04 |
| 57 | 9,25 | 527,25 | 8,79 | 501,03 |
| 58 | 9,20 | 533,60 | 8,74 | 506,92 |
| 59 | 9,15 | 539,85 | 8,70 | 513,30 |
| 60 | 9,10 | 546,00 | 8,65 | 519,00 |
| 61 | 9,05 | 552,05 | 8,61 | 525,21 |
| 62 | 9,01 | 558,62 | 8,56 | 530,72 |
| 63 | 8,96 | 564,48 | 8,52 | 536,76 |
| 64 | 8,92 | 570,88 | 8,48 | 542,72 |
| 65 | 8,88 | 577,20 | 8,43 | 548,95 |
| 66 | 8,84 | 583,44 | 8,38 | 555,28 |
| 67 | 8,80 | 589,60 | 8,35 | 561,85 |
| 68 | 8,77 | 596,36 | 8,31 | 568,68 |
| 69 | 8,73 | 602,37 | 8,28 | 575,12 |
| 70 | 8,69 | 608,30 | 8,24 | 581,80 |
| 71 | 8,66 | 614,86 | 8,21 | 588,11 |
| 72 | 8,63 | 621,36 | 8,18 | 594,36 |
| 73 | 8,59 | 627,07 | 8,14 | 600,82 |
| 74 | 8,56 | 633,44 | 8,11 | 607,44 |
| 75 | 8,53 | 639,75 | 8,08 | 614,00 |
| 76 | 8,50 | 646,00 | 8,06 | 620,76 |
| 77 | 8,47 | 652,19 | 8,03 | 627,71 |
| 78 | 8,45 | 659,10 | 8,00 | 634,80 |
| 79 | 8,42 | 665,18 | 8,17 | 645,43 |
| 80 | 8,39 | 671,20 | 8,15 | 652,00 |
| 81 | 8,36 | 677,16 | 8,12 | 657,72 |
| 82 | 8,34 | 683,88 | 8,10 | 664,20 |
| 83 | 8,31 | 689,73 | 8,07 | 669,81 |
| 84 | 8,29 | 696,36 | 8,05 | 676,20 |
| 85 | 8,27 | 702,95 | 8,03 | 682,55 |
| 86 | 8,24 | 709,64 | 8,00 | 688,00 |

| Surface | B1 | | B2 | |
|---------|------------------------|---------------|------------------------|---------------|
| | Prix au m ² | Loyer mensuel | Prix au m ² | Loyer mensuel |
| 87 | 8,22 | 715,14 | 7,98 | 694,26 |
| 88 | 8,21 | 722,48 | 7,96 | 700,48 |
| 89 | 8,20 | 729,80 | 7,94 | 706,66 |
| 90 | 8,20 | 738,00 | 7,92 | 712,80 |
| 91 | 8,20 | 746,20 | 7,90 | 718,90 |
| 92 | 8,20 | 754,40 | 7,88 | 724,96 |
| 93 | 8,20 | 762,60 | 7,86 | 730,98 |
| 94 | 8,20 | 770,80 | 7,84 | 736,96 |
| 95 | 8,20 | 779,00 | 7,82 | 742,90 |
| 96 | 8,20 | 787,20 | 7,80 | 748,80 |
| 97 | 8,20 | 795,40 | 7,79 | 755,63 |
| 98 | 8,20 | 803,60 | 7,77 | 761,46 |
| 99 | 8,20 | 811,80 | 7,75 | 767,25 |
| 100 | 8,20 | 820,00 | 7,73 | 773,00 |
| 101 | 8,20 | 828,20 | 7,72 | 779,72 |
| 102 | 8,20 | 836,40 | 7,70 | 785,40 |
| 103 | 8,20 | 844,60 | 7,69 | 792,07 |
| 104 | 8,20 | 852,80 | 7,67 | 797,68 |
| 105 | 8,20 | 861,00 | 7,66 | 804,30 |
| 106 | 8,20 | 869,20 | 7,64 | 809,84 |
| 107 | 8,20 | 877,40 | 7,63 | 816,41 |
| 108 | 8,20 | 885,60 | 7,61 | 821,88 |
| 109 | 8,20 | 893,80 | 7,60 | 828,40 |
| 110 | 8,20 | 902,00 | 7,58 | 833,80 |
| 111 | 8,20 | 910,20 | 7,57 | 840,27 |
| 112 | 8,20 | 918,40 | 7,56 | 846,72 |
| 113 | 8,20 | 926,60 | 7,54 | 852,02 |
| 114 | 8,20 | 934,80 | 7,53 | 858,42 |
| 115 | 8,20 | 943,00 | 7,52 | 864,80 |
| 116 | 8,20 | 951,20 | 7,51 | 871,16 |
| 117 | 8,20 | 959,40 | 7,49 | 876,33 |
| 118 | 8,20 | 967,60 | 7,48 | 882,64 |
| 119 | 8,20 | 975,80 | 7,47 | 888,93 |
| 120 | 8,20 | 984,00 | 7,46 | 895,20 |
| 121 | 8,20 | 992,20 | 7,45 | 901,45 |
| 122 | 8,20 | 1000,40 | 7,44 | 907,68 |
| 123 | 8,20 | 1008,60 | 7,43 | 913,89 |
| 124 | 8,20 | 1016,80 | 7,41 | 918,84 |
| 125 | 8,20 | 1025,00 | 7,40 | 925,00 |
| 126 | 8,20 | 1033,20 | 7,39 | 931,14 |
| 127 | 8,20 | 1041,40 | 7,38 | 937,26 |
| 128 | 8,20 | 1049,60 | 7,37 | 943,36 |
| 129 | 8,20 | 1057,80 | 7,36 | 949,44 |
| 130 | 8,20 | 1066,00 | 7,35 | 955,50 |
| 131 | 8,20 | 1074,20 | 7,34 | 961,54 |
| 132 | 8,20 | 1082,40 | 7,33 | 967,56 |
| 133 | 8,20 | 1090,60 | 7,32 | 973,56 |
| 134 | 8,20 | 1098,80 | 7,32 | 980,88 |
| 135 | 8,20 | 1107,00 | 7,31 | 986,85 |
| 136 | 8,20 | 1115,20 | 7,30 | 992,80 |
| 137 | 8,20 | 1123,40 | 7,29 | 998,73 |
| 138 | 8,20 | 1131,60 | 7,28 | 1004,64 |
| 139 | 8,20 | 1139,80 | 7,27 | 1010,53 |
| 140 | 8,20 | 1148,00 | 7,26 | 1016,40 |
| 141 | 8,20 | 1156,20 | 7,25 | 1022,25 |
| 142 | 8,20 | 1164,40 | 7,25 | 1029,50 |
| 143 | 8,20 | 1172,60 | 7,24 | 1035,32 |
| 144 | 8,20 | 1180,80 | 7,23 | 1041,12 |
| 145 | 8,20 | 1189,00 | 7,22 | 1046,90 |
| 146 | 8,20 | 1197,20 | 7,21 | 1052,66 |
| 147 | 8,20 | 1205,40 | 7,21 | 1059,87 |
| 148 | 8,20 | 1213,60 | 7,20 | 1065,60 |
| 149 | 8,20 | 1221,80 | 7,19 | 1071,31 |
| 150 | 8,20 | 1230,00 | 7,18 | 1077,00 |

Grille loyers sociaux et très sociaux sans travaux

| | surface < 65m ² | | surface >= 65 m ² | |
|-----|----------------------------|--------|------------------------------|--------|
| | zone B | Zone C | zone B | Zone C |
| LS | 8,20 | 6,39 | 6,02 | 5,40 |
| LTS | 7,00 | 5,78 | 5,85 | 5,21 |

Annexe III : Plan de contrôle externe 2016

Avis favorable de la Commission Locale de l'Amélioration de l'Habitat du 31 mars 2016

PLAN DE CONTRÔLE EXTERNE

ANNÉE 2016

1. Contrôle sur place

Proportion de logements devant être contrôlés avant paiement final ou validation de la convention (dossiers sensibles inclus - avec trace écrite, datée, signée dans le dossier papier et saisie dans OP@L)

| PO | PB | CST |
|-----|-----|-----|
| 15% | 50% | 10% |

Nombre prévisible :
(si engagements identiques à ceux de 2015)

| | | |
|-----|----|----|
| 110 | 40 | 11 |
|-----|----|----|

Moyens et modalités :

Des visites sur place sont prévues en 2016. Ces contrôles sur place font l'objet de la rédaction d'une fiche de visite sur place et d'un renseignement dans OP@L. Deux instructeurs de l'unité amélioration de l'habitat privé et le correspondant sécurité-incendie-accessibilité de l'unité accessibilité-sécurité réalisent ces visites sur place.

Pour les PO, une attention particulière sera portée sur les dossiers acquisition/amélioration.

La décision portant désignation des agents de l'Agence nationale de l'habitat du Calvados chargés du contrôle sur place des dossiers Anah de subvention et de conventionnement a été publiée au recueil des actes administratifs le 9 avril 2014.

2. Contrôle des engagements sur conventions sans travaux

Nombre de logements devant être contrôlés durant l'année : 15.

Moyens et modalités :

Une instructrice de l'unité amélioration de l'habitat privé effectue un contrôle sur pièces des engagements figurant dans les conventions sans travaux. Par courrier, elle demande aux propriétaires bailleurs de lui faire parvenir les pièces nécessaires : le bail, l'avis d'imposition du/des locataire(s) de l'année n-2, l'attestation d'assurance et la dernière quittance de loyer. Puis, elle vérifie que les conditions d'éligibilité et les engagements sont toujours bien respectés par le propriétaire bailleur. Enfin, elle saisit le contrôle dans OP@L.

3. Modalités de répartition des dossiers pour l'instruction

a) avant engagement

En règle générale,

- les dossiers déposés par les PO sont répartis par l'adjoint de l'unité « amélioration de l'habitat privé ». L'instruction est réalisée par l'adjoint de l'unité « amélioration de l'habitat privé » ou une instructrice de l'Anah ;
- les dossiers déposés par les PB sont instruits par l'adjoint de l'unité « amélioration de l'habitat privé ». Ils peuvent aussi faire l'objet d'une instruction par une instructrice de l'unité (en fonction des pics

d'activité) ;

- les dossiers relatifs au conventionnement pour les PB sont réalisés par l'instructrice spécialisée sur ces dossiers. Un appui peut aussi être réalisé par une autre instructrice (en fonction des pics d'activité) ;

Pour les dossiers sensibles, l'instruction est réalisée par un instructeur qui n'est pas directement concerné par le dossier.

b) avant paiement

En règle générale, les paiements sont réalisés par une instructrice spécialisée sur les paiements (PO et PB). Un contrôle interne est réalisé par ses collègues.

4. Vérification de l'avancement de l'activité de contrôle par rapport aux engagements pris

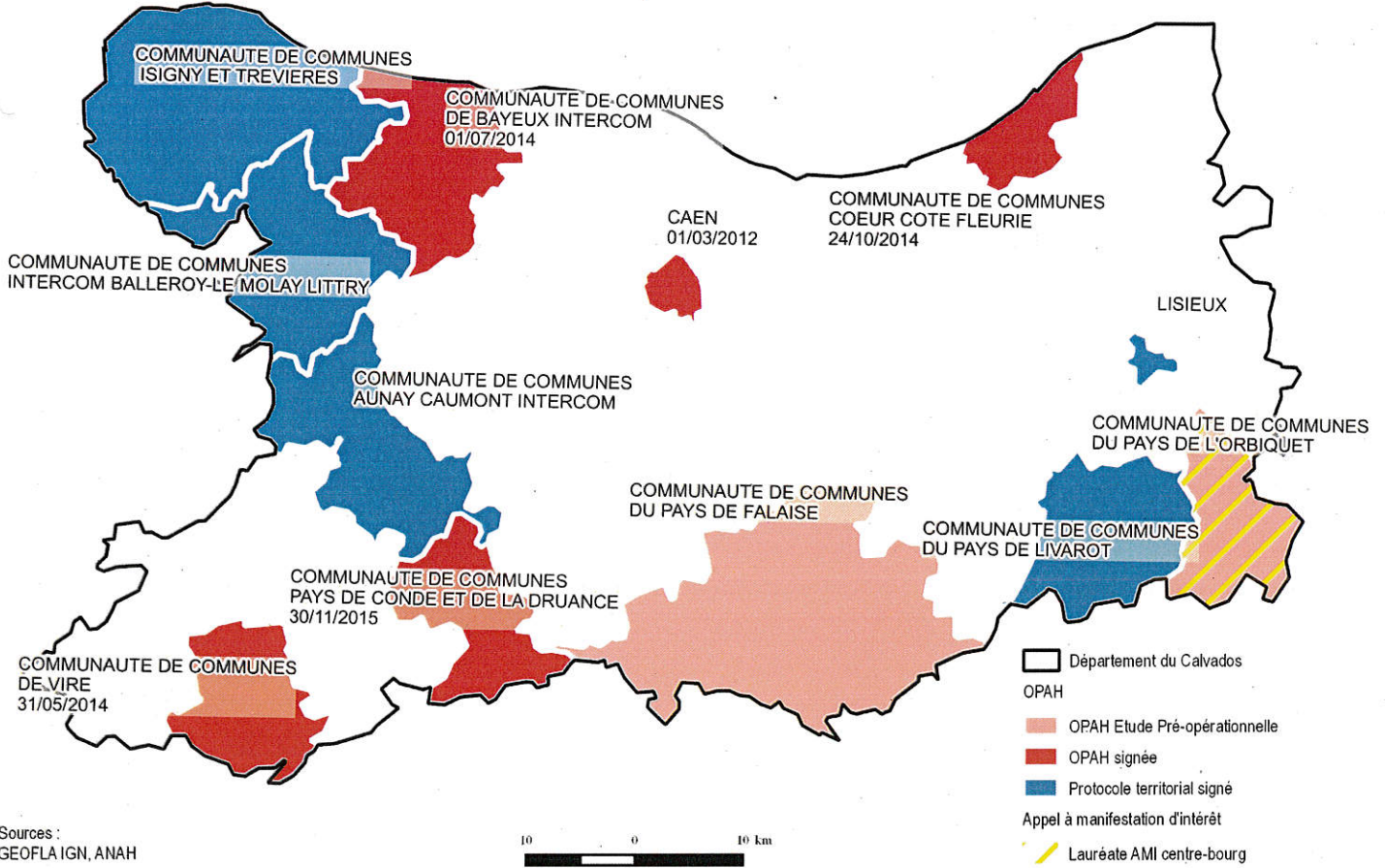
À l'aide du nouveau tableau de bord de contrôle mis en place dans OP@L, le chef du service Construction-Aménagement-Habitat vérifiera a minima 4 fois par an le niveau d'avancement de ce plan annuel de contrôle et mettra en place des actions correctives si le niveau d'avancement s'avère insuffisant.

Annexe IV : Carte des OPAH et protocoles territoriaux au 1^{er} janvier 2016 (identique à celle au 1^{er} décembre 2015)



OPAH et protocoles territoriaux au 1er décembre 2015

Service du Système d'Information, de la Circulation Routière et de l'Expertise Territoriale (SSICRET)



Sources :
GEOFLA IGN, ANAH

Préfecture

Direction
de la coordination et
des collectivités locales

Bureau
de l'environnement
et de l'aménagement

ARRETE PREFECTORAL PORTANT MODIFICATION DE LA COMPOSITION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE DE LA NATURE, DES PAYSAGES ET DES SITES

**Le préfet du Calvados
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

VU le code de l'environnement ;

VU le code des relations entre le public et l'administration ;

VU l'arrêté préfectoral du 21 juillet 2006 modifié par arrêtés préfectoraux des 6 novembre 2009 et 21 novembre 2012 instituant la commission départementale de la nature, des paysages et des sites ;

VU l'arrêté préfectoral du 8 décembre 2015 portant composition de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites pour une durée de trois ans ;

VU le courrier du président de l'UNICEM Normandie en date du 4 mars 2016 informant du départ de M. Thierry BRIDIER, siégeant en qualité de représentants des exploitants de carrières au sein du 4^{ème} collège « Représentants des exploitants de carrières et des utilisateurs de matériaux de carrières » de la formation « CARRIERES » de la commission départementale de la nature des paysages et des sites ;

VU les propositions du président de l'UNICEM Normandie en date du 4 mars 2016 ;

VU la proposition du CAUE en date du 1^{er} avril 2016, en vue du remplacement de M. Hervé RATTEZ, ayant quitté ses fonctions de directeur ;

VU le courrier de démission en date du 1^{er} avril 2016 de M. Jean LEMOINE, CREPAN ;

VU les propositions en date du 5 avril 2016 de la présidente du CREPAN ;

SUR PROPOSITION de la secrétaire générale par intérim de la préfecture du Calvados ;

ARRÊTE

ARTICLE 1er – L'article 2 de l'arrêté préfectoral susvisé du 8 décembre 2015 est modifié comme suit :

Commission « PIVOT »

4°) Collège des personnalités compétentes dans les domaines de la nature, des sites et paysages, de la publicité, des carrières et de la faune sauvage captive

- En tant que personnalités compétentes en matière de protection de la flore et de la faune sauvage ainsi que des milieux naturels

Titulaire : M. Jean-Philippe RIOULT, mycologue, président du conseil scientifique régional du patrimoine naturel de Basse-Normandie (CSRPN) (inchangé)

Suppléant : M. Olivier DUGUE, géologue (inchangé)

Titulaire : M. Gérard TRESGOTS, biologiste (inchangé)

Suppléant : M. Loïc CHEREAU, naturaliste (inchangé)

- En tant que personnalités compétentes en matière d'aménagement et d'urbanisme, de paysage, d'architecture et d'environnement

Titulaire : M. Marcel ROUPSARD, géographe (inchangé)

Suppléant : -----

Titulaire : **M. Fabien TESSIER, directeur du conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement du Calvados (C.A.U.E)**

Suppléant : Mlle Claire SAMASSA, chargée d'études, architecte au conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement du Calvados (C.A.U.E) (inchangé)

- En tant que représentants des entreprises de publicité

Titulaire : M. Cédric NIEL, Exterion Media, chargé de Patrimoine Secteur Normandie
4 bis rue du Bel Air à Verson (14790) (inchangé)

Suppléant : M. Eric BOUGOURD, directeur du patrimoine Société « Cadres Blancs »
2 rue Edouard Belin à Alençon (61000) (inchangé)

- En tant que représentants des fabricants d'enseignes

Titulaire : M. Philippe LEGOUPILLOT, société SAS LUXA FLUOR
18 rue de la Girafe à Caen (14000) (inchangé)

Suppléant : M. Olivier SORDET, société DAYTONA Signalétique
7 avenue de la Voie au Coq à Bretteville-sur-Odon (14760) (inchangé)

- En tant que représentants des exploitants de carrières

Titulaire : M. Claude LEFEBVRE, société des carrières de Vignats à Necy (61160) (inchangé)

Suppléant : M. Christophe KOENER, Groupe Carrières de Mouen
101 rue du Général Leclerc à Verson (14790) (inchangé)

- En tant que représentants des utilisateurs de matériaux de carrières

Titulaire : M. Franck THOMAS, QUALIBETON à Tourlaville (50110) (inchangé)

Suppléant : M. Franck AMOURETTE, CEMEX Bétons Centre Ouest
8 rue de l'Isle à Carentan (50500) (inchangé)

- En tant que responsables d'établissements pratiquant l'élevage, la location, la vente ou la présentation au public d'animaux d'espèces non domestiques

Titulaire : Docteur Dorothée ORDONNEAU, vétérinaire, capacitaire pour la présentation au public d'animaux d'espèces non domestiques au parc zoologique du Cerza à Hermival-les-Vaux (inchangé)

Suppléant : Mme Marie-Ange CAMPS, salariée capacitaire pour la présentation au public d'oiseaux au Naturospace à Honfleur (inchangé)

ARTICLE 2 - L'article 4 de l'arrêté préfectoral susvisé du 8 décembre 2015 est modifié comme suit :

Formation spécialisée dite « SITES ET PAYSAGES »

3°) Personnalités qualifiées en matière de sciences de la nature, de protection des sites ou du cadre de vie, représentants d'associations agréées de protection de l'environnement et représentants des organisations agricoles ou sylvicoles

- En tant que personnalités qualifiées en matière de sciences de la nature, de protection des sites ou du cadre de vie

Titulaire : M. Pierre BRUNET, géographe (inchangé)

Suppléant : M. Philippe MADELINE, géographe (inchangé)

Titulaire : M. Xavier AUGUSTIN, ingénieur (inchangé)

Suppléant : -----

- En tant que représentants des associations agréées de protection de l'environnement

Titulaire : M. Alain LERCH, administrateur du comité régional d'études pour la protection et l'aménagement de la nature de Basse-Normandie (CREPAN)

Suppléant : Mme Claudine JOLY, présidente du comité régional d'études pour la protection et l'aménagement de la nature de Basse-Normandie (CREPAN)

Titulaire : M. Pascal BOUCHON, administrateur du groupement régional des associations de protection de l'environnement de Basse-Normandie (GRAPE) (inchangé)

Suppléant : M. René MAFFEI, président d'honneur du groupement régional des associations de protection de l'environnement de Basse-Normandie (GRAPE) (inchangé)

- En tant que représentants des organisations agricoles ou sylvicoles

Titulaire : M. Emmanuel BOULON, membre de la chambre d'agriculture du Calvados (inchangé)

Suppléant : M. Samuel EUDELIN, membre de la chambre d'agriculture du Calvados (inchangé)

Titulaire : M. Daniel DUYCK, conseiller au sein du centre régional de la propriété forestière de Normandie (inchangé)

Suppléant : M. Louis-René de LESQUEN, conseiller au sein du centre régional de la propriété forestière de Normandie (inchangé)

4°) Personnalités compétentes

4-1 : Pour les dossiers hors procédure d'autorisation unique concernant les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent

- Personnalités compétentes en matière d'aménagement et d'urbanisme, de paysage, d'architecture et d'environnement

Titulaire : M. Marcel ROUPSARD, géographe (inchangé)

Suppléant : -----

Titulaire : M. Fabien TESSIER, directeur du conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement du Calvados (C.A.U.E)

Suppléant : Mlle Claire SAMASSA, chargée d'études, architecte au conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement du Calvados (C.A.U.E) (inchangé)

Titulaire : M. François JACQUEMARD, architecte diplômé du centre d'études supérieures d'histoire et de conservation des monuments anciens (inchangé)

Suppléant : -----

Titulaire : M. Serge GARDIE, paysagiste (inchangé)

Suppléant : Mme Agnès SPALART, paysagiste (inchangé)

Titulaire : M. Jean-Pierre CAMUZARD, géologue (inchangé)

Suppléant : -----

Titulaire : Mme Hélène D'HONDT, ingénieur agronome (inchangé)

Suppléant : Mme Hélène FOUCHER, ingénieur agronome (inchangé)

4-2 : Pour les dossiers « procédure d'autorisation unique concernant les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent »

- Personnalités compétentes en matière d'aménagement et d'urbanisme, de paysage, d'architecture, d'environnement et de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent

Titulaire : M. Marcel ROUPSARD, géographe (inchangé)

Suppléant : -----

Titulaire : **M. Fabien TESSIER, directeur du conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement du Calvados (C.A.U.E)**

Suppléant : Mlle Claire SAMASSA, chargée d'études, architecte au conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement du Calvados (C.A.U.E) (inchangé)

Titulaire : M. François JACQUEMARD, architecte diplômé du centre d'études supérieures d'histoire et de conservation des monuments anciens (inchangé)

Suppléant : -----

Titulaire : M. Serge GARDIE, paysagiste (inchangé)

Suppléant : Mme Agnès SPALART, paysagiste (inchangé)

Titulaire : M. Bruno CUTTIER, représentant du syndicat des énergies renouvelables (SER), responsable région Normandie – Ile-de-France, EDF Energies Nouvelles (inchangé)

Suppléant : Mme Delphine LEQUATRE, représentante du syndicat des énergies renouvelables (SER), responsable juridique (inchangé)

Titulaire : M. Thomas HERBINET, représentant de France énergie éolienne (FEE), responsable régional adjoint Basse-Normandie (inchangé)

Suppléant : M. Lucas ROBIN-CHEVALLIER, représentant de France énergie éolienne (FEE), chargé de mission technique (inchangé)

ARTICLE 3 - L'article 6 de l'arrêté préfectoral susvisé du 8 décembre 2015 est modifié comme suit :

Formation spécialisée dite « DES CARRIERES »

3°) Personnalités qualifiées en matière de sciences de la nature, de protection des sites ou du cadre de vie, représentants d'associations agréées de protection de l'environnement et représentants des organisations agricoles ou sylvicoles

- En tant que personnalités qualifiées en matière de sciences de la nature, de protection des sites ou du cadre de vie

Titulaire : M. Olivier DUGUE, géologue (inchangé)

Suppléant : M. Jacques AVOINE, géologue (inchangé)

- En tant que représentants des associations agréées de protection de l'environnement

Titulaire : **M. Alain LERCH, administrateur du comité régional d'études pour la protection et l'aménagement de la nature de Basse-Normandie (CREPAN)**

Suppléant : Mme Annick NOEL, vice-présidente du comité régional d'études pour la protection et l'aménagement de la nature de Basse-Normandie (CREPAN) (inchangé)

Titulaire : M. Gérard TRESGOTS, chargé de mission du groupement régional des associations de protection de l'environnement de Basse-Normandie (GRAPE) (inchangé)

Suppléant : M. Michel HORN, président du groupement régional des associations de protection de l'environnement de Basse-Normandie (GRAPE) (inchangé)

- En tant que représentants des organisations agricoles ou sylvicoles

Titulaire : M. Emmanuel BOULON, membre de la chambre d'agriculture du Calvados (inchangé)

Suppléant : M. Samuel EUDELIN, membre de la chambre d'agriculture du Calvados (inchangé)

4°) Représentants des exploitants de carrières et des utilisateurs de matériaux de carrières

- En tant que représentants des exploitants de carrières

Titulaire : M. Claude LEFEBVRE, société des carrières de Vignats à Necy (61160) (inchangé)

Suppléant : M. William DELAHAYE, CMF Products
91 avenue d'Acqueville à Villennes-sur-Seine (78670) (inchangé)

Titulaire : Mme Gaëlle PIGNET, GIRARD & FOSSEZ & Cie
15 avenue Mendès France à Caen (14000)

Suppléant : M. Sébastien BERTHE, carrières de la ROCHE BLAIN
Lieu-dit Le Fief, BP 4, 14 680 FRESNEY-LE-PUCEUX

Titulaire : M. Christophe KOENER, Groupe Carrières de Mouen
101 rue du Général Leclerc à Verson (14790) (inchangé)

Suppléant : M. Gilles LETELLIER, entreprise Letellier & Cie
rue Philippe Lebon à Douvres-la-Délivrande (14440) (inchangé)

- En tant que représentants des utilisateurs de matériaux

Titulaire : M. Franck THOMAS, QUALIBETON à Tourlaville (50110) (inchangé)

Suppléant : M. Franck AMOURETTE, CEMEX Bétons Centre Ouest
8 rue de l'Isle à Carentan (50500) (inchangé)

ARTICLE 4 - Le mandat des membres de la commission départementale de la nature des paysages et des sites nouvellement désignés par le présent arrêté est valable pour la période à courir jusqu'au terme normal du mandat, soit jusqu'au **7 décembre 2018**, tel que prévu par l'arrêté préfectoral portant composition de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites du 8 décembre 2015.

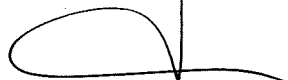
ARTICLE 5 - Les autres dispositions de l'arrêté préfectoral du 8 décembre 2015 demeurent sans changement.

ARTICLE 6 - La secrétaire générale par intérim de la préfecture du Calvados est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Calvados.

Fait à CAEN, le

21 AVR. 2016

Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale par intérim,
La sous-préfète de Bayeux,


Laurence BEGUIN